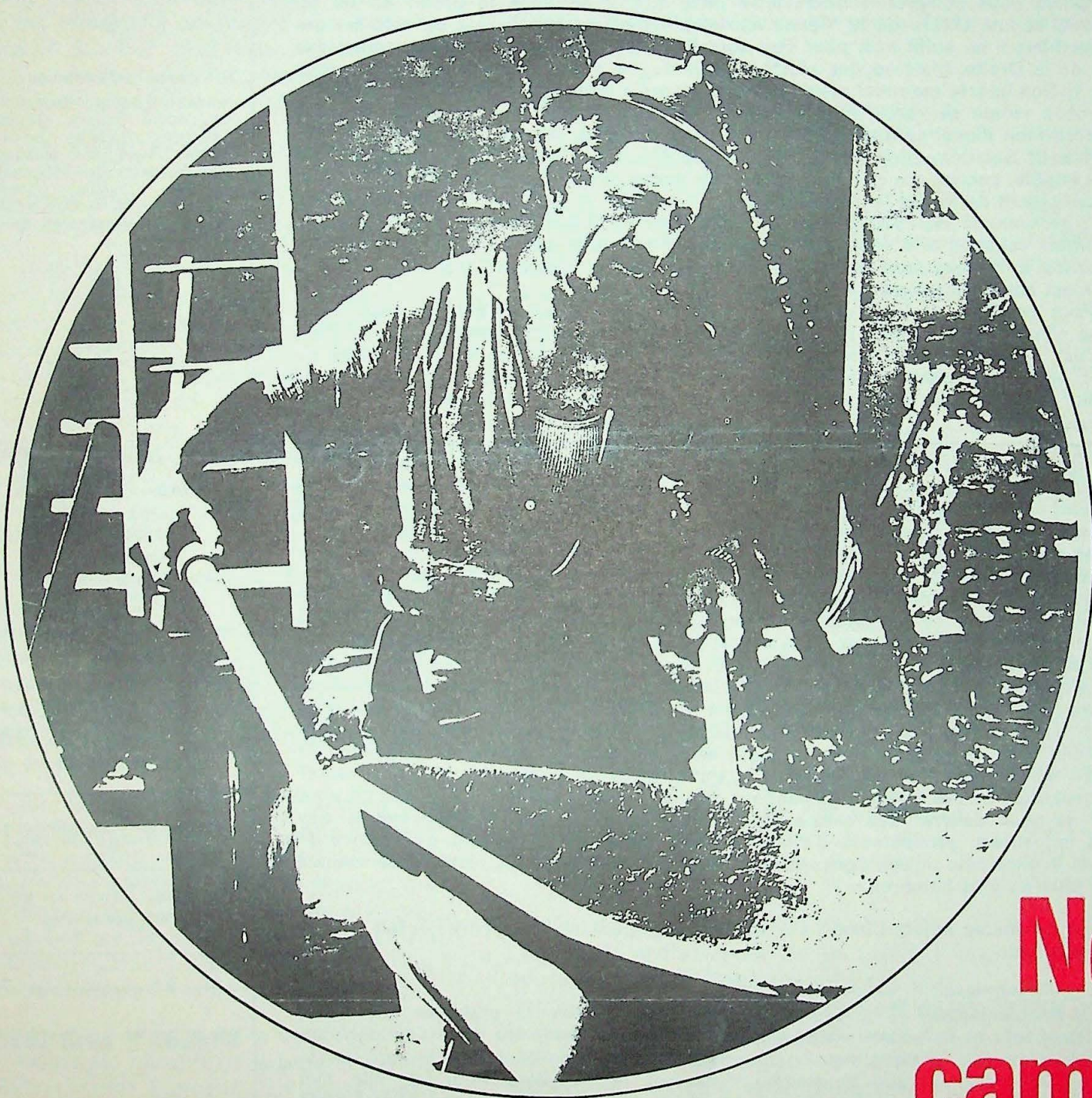


tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 479, 1,50 F
JEUDI 7 JANVIER 1971



**Nos
camarades
les travailleurs immigrés**

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Beley, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Polssonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
27 000 exemplaires

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

ÊTES-VOUS FIANCÉE A
UN MARIN GREC OU A
UN PILOTE DE LIGNE ?

Discussions

• Jean-Marie Vincent analyse en page 4 la signification et la portée des discussions du P.C. avec la S.F.I.O.

Quant à celles du P.S.U. avec le P.C.F. concernant les municipales, on trouvera des documents en pages 5-6.

Espagne

• Le régime franquiste est depuis longtemps travaillé par une crise en profondeur. Le procès de Burgos, avec les grandes mobilisations de masses qu'il a déclenchées, est venu aggraver la crise, et la première victoire a été remportée sur Franco. Marc Heurgon en fait état à la page 13.

Pologne

• Ramené au pouvoir par une révolte des masses, Gomulka en a été chassé par une autre. Mais où en est la Pologne à l'heure Gierk ? Notre collaborateur Gilbert Chantaire aborde la question (p. 16).

Ouvriers immigrés

• Le sort que le capitalisme français réserve aux travailleurs immigrés est bien connu. Mais quelle doit être l'attitude d'un travailleur français à leur égard ? Henri Beley nous le dit : l'attitude s'exprimant dans une solidarité agissante, combattante, car l'ennemi leur est commun et « les prolétaires n'ont pas de patrie ». (pages 8-9)

Les exigences de l'actualité, la période traditionnellement perturbée de fin d'année ne nous ont pas permis de publier le Courrier des Lecteurs, qui fut en décembre 1970 particulièrement abondant. C'est donc avec un peu de retard que nous le reprenons. Nous espérons que nos lecteurs ne nous en voudront pas trop. Nous leur souhaitons une bonne année et attendons de leur part un important et fructueux courrier.

Le débat n'est pas clos... au sujet de la réouverture des maisons closes : des camarades de la 2^e section de Paris répondent à « T.S. » (3-12-70) : « L'article, par son titre « Contre la réouverture des maisons closes », par son appel à la constitution des comités de défense, nous amène à penser qu'il s'agit là de la position officielle du parti. Mais quels sont les arguments avancés pour justifier une prise de position aussi tranchée ? 1) Empêcher un emprisonnement de ces dames ? Faut-il traduire que le trottoir c'est la liberté ? 2) Les prostituées seraient-elles obligées de payer l'impôt ? Le P.S.U. ne serait-il plus pour l'égalité de tous devant l'impôt ? Suit tout un pathos sur la société de consommation, la rentabilité... On reste rêveur devant tant de pauvreté. Qu'on nous comprenne bien : il se peut qu'il y ait dans le projet de loi du Dr Peyret, député U.N.R. de la Vienne, certaine arrière-pensée fiscale ou certaine démagogie. Mais il ne suffit pas, pour être socialiste, de prendre systématiquement les projets de la Droite. Mais voyons plutôt les avantages d'une réouverture des maisons closes. 1) Son intérêt essentiel réside dans le contrôle médical (la courbe des maladies vénériennes monte de façon inquiétante). 2) Dans une société où la liberté sexuelle est encore bien illusoire, la prostitution est une nécessité, il faut donc la reconnaître et l'établir. 3) Salariée, employée par la municipalité, selon le projet, la prostituée paierait ses impôts, comme tous les travailleurs. Et comme eux, cotisant à la Sécurité sociale, elle bénéficierait de toutes les garanties qu'un travailleur quel qu'il soit est en droit d'attendre : assurances maladie, vieillesse. 4) Salariée à part entière, ayant pignon sur rue, la prostituée échappe à la nécessité du souteneur et pour la même raison aux pressions de la police. Enfin, elle sera libre de quitter le métier dès qu'elle en aura la possibilité, ce qui n'est actuellement pas le cas.

Pour conclure, nous estimons que le métier de prostituée n'est pas plus humiliant que n'importe quel métier : vendre son cul, ses bras ou son intelligence... le plus fautif n'est pas celle que l'on pense ! Ce n'est pas la prostitution qu'il faut interdire ou réprimer, mais l'exploitation de l'homme par l'homme. Faut-il que sous couvert de marxisme, nous fassions nôtre le plus beau fleuron de la morale bourgeoise : l'hypocrisie ? »

« Nous n'avons pas le cœur à la croisade » : 96 stagiaires et professeurs du C.R.F.M.E.I. de Mérignac prennent position : « Nous, institutrices et instituteurs en stage, professeurs au Centre régional de formation des maîtres de l'enfance inadaptée à l'École normale de Mérignac, sommes concernés par la situation des enfants handicapés et conscients des problèmes que pose leur éducation. Nous avons à cœur également d'apporter toute notre aide aux parents d'inadaptés, notre concours aux handicapés adultes. Nous sommes sensibles à la nécessité de l'amélioration des structures d'accueil, à la prise en considération des besoins des êtres que sont le droit à la vie, la possibilité de s'exprimer et d'effectuer un travail. Si nous considérons comme indispensable une prise de conscience par toute la collectivité de l'existence d'un million d'handicapés, nous sommes surpris de la façon dont les responsables gouvernementaux de l'information organisent cette campagne. Nous ne comprenons pas que des spécialistes des jeux télévisés soient aussi des animateurs d'une série d'émissions sur ce problème humain et social. S'agirait-il, pour les dirigeants de l'O.R.T.F., de présenter la souffrance des uns comme un spectacle, afin de soutirer de l'argent aux autres ? Nous demandons que, si croisade il doit y avoir, elle ait pour objectif de nous délivrer des essais atomiques, générateurs d'infirmités physiques ; des rythmes industriels, producteurs d'aliénés ; d'une politique du logement, génératrice de déficients intellectuels ; d'une conception de la société telle que les handicapés sociaux sont de plus en plus nombreux. »

Sur le même sujet, Claude Perrot, directeur pédagogique (Vitry 94) fait part de son indignation.

« Militantes féministes ou femmes majeures ? »

La décolonisation de la femme, la liberté des sexes, le problème est vaste, loin d'être résolu et ne saurait évidemment être traité entièrement dans une page de « T.S. » Pas plus que Eliane Delatour (que notre correspondante (Anne Fageol, de la Madeleine d'Evreux, critique) ne traite entièrement la question. Pourtant, elle met l'accent sur une cause certaine de conditionnement de la femme. Anne Fageol parle d'emprise culturelle, « éducation familiale » serait peut-être plus juste : « ce conditionnement, c'est lui qui rend les petites filles plus « douces », plus « maternelles », déjà parce qu'on les fait rester à la maison plus longtemps que leurs frères ; lui qui fait qu'ensuite elles sont naïves, incapables d'autonomie et agrippe-mari : lui qui les emprisonne dans la peur de sortir sans leur moitié masculine... C'est enfin ce conditionnement qui leur laisse juste la force de se trainer jusqu'aux « clubs féminins », lesquels ne visent qu'à spécialiser les femmes dans leur rôle de ménagère-cuisinière-couturière... Les femmes doivent lutter pour le « contrôle ouvrier ». Lorsque les ouvriers contrôleront les moyens mécaniques de production, un pas aura déjà été fait. Mais alors resteront les ouvrières, le « contrôle ouvrière » à obtenir. Après seulement on pourra envisager un socialisme car ni garçons ni filles ne peuvent se débarrasser par simple décision intellectuelle de plusieurs siècles d'habitudes. » □

L'inflation du gouvernement

Jacques Malterre

Au cœur de l'hiver le gouvernement a réservé aux Français des étrennes à sa façon. L'augmentation des tarifs publics frappe indistinctement toutes les bourses. 25 % de hausse sur le timbre, c'est une sorte de record ! Le kilomètre de S.N.C.F. à 12 francs en seconde c'est une pénalité supplémentaire pour ceux qui n'ont pas de voitures.

Au même moment, on met sur le compte du froid et de la neige une flambée des prix sur les produits alimentaires de première nécessité.

Déjà les techniciens essaient d'apprécier ce que toutes ces hausses vont avoir comme conséquences sur l'indice du coût de la vie pour janvier. Il est certain que la stabilité, si souvent annoncée par M. Giscard d'Estaing, va recevoir une nouvelle et sérieuse entorse. Après janvier on nous dira encore que les producteurs doivent bien répercuter les hausses qu'ils subissent.

Les forces ouvrières qui se battent déjà sur tant de fronts, celui des salaires et des retraites, celui du S.M.I.C. et des allocations aux personnes âgées, celui des conditions de travail, des cadences, de la durée ont bien du mal à organiser la défense sur le front des prix.

Ici l'adversaire est à la fois puissant et multiple. C'est l'Etat responsable des tarifs publics, mais c'est aussi la cohorte des patrons, petits et grands, qui donnent des « coups de pouce » chaque fois qu'ils le peuvent à leurs prix de vente pour maintenir ou augmenter leurs marges et leurs profits.

Cependant quand elle est organisée la lutte peut aboutir ; elle peut au moins faire reculer l'ennemi. La vaste campagne déclenchée par les comités d'usagers et suivie par de nombreuses organisations contre les hausses de la R.A.T.P. a déjà obligé par deux fois le gouvernement à différer une augmentation qu'il avait pourtant décidée. Quand la passivité devient colère et que la colère sait se donner des formes d'action organisées, le pouvoir ne peut que reculer.

Il faudrait qu'il en soit de même pour tous les secteurs de hausse des prix. C'est ce qu'ont bien compris les assemblées régionales ouvriers et paysans du P.S.U. lorsqu'elles ont fait figurer le contrôle des prix parmi les objectifs prioritaires.

Cette revendication n'a pas seulement pour objectif de défendre le niveau de vie des travailleurs et de leurs familles, elle met aussi en cause tout le système économique. La hausse des prix - l'inflation - est l'arme ultime des détenteurs du pouvoir économique pour maintenir la source de leur puissance, l'accumulation du capital pour les patrons, la possibilité de consentir des faveurs fiscales pour l'Etat.

L'usager qui va acheter son timbre à 50 centimes peut penser dans sa naïveté que la hausse de prix qu'il vient de supporter est sans relations avec le fonctionnement du système capitaliste. Mais les voies du pouvoir sont souvent tortueuses : l'augmentation des tarifs postaux sert en partie à renflouer le déficit des « services financiers » des P.T.T. c'est-à-dire des chèques postaux, mais celui-ci est dû au fait que l'argent déposé est prêté à l'Etat à un taux d'intérêt extrêmement faible... ce qui permet à l'Etat de le reprêter à la sidérurgie par exemple, à un taux de faveur. Dans tout cela le service des usagers est bien oublié.

Comme sont oubliés les besoins des usagers « ordinaires » de la S.N.C.F. ou de la R.A.T.P. Poursuivant l'application du Plan Nora, le gouvernement entend faire payer aux travailleurs qui utilisent les services publics l'intégralité de leur coût de fonctionnement et même une part croissante du prix des équipements nouveaux. Cette politique de rentabilisation efface peu à peu l'effort consenti depuis des décennies pour dégager les grands services de la loi du profit.

Au terme de cette évolution il serait logique que chacun soit contraint de subvenir à ses besoins avec ses

ressources individuelles. La notion de solidarité collective s'effaçant devant celle de « liberté individuelle », l'idéologie bourgeoise, dont les assemblées régionales ont rappelé les principaux thèmes, l'aurait complètement emporté sur l'idéologie ouvrière.

Déjà en Grande-Bretagne le chef du nouveau gouvernement conservateur M. Heath veut restaurer la notion de risque : tant pis pour les faibles et les handicapés - qu'ils crévent - le monde moderne appartiendra aux forts.

En prenant l'offensive contre le gouvernement responsable des hausses de prix qu'il déclenche lui-même ou qu'il tolère passivement, les forces ouvrières et révolutionnaires trouvent un terrain qui devrait leur être favorable. A trois mois des élections municipales les partis au pouvoir vont se trouver dans une situation fort gênante. Inflation et chômage, voilà un bilan peu reluisant pour les candidats de la bourgeoisie.

Mais il ne faut pas se bercer d'illusions. Le pouvoir peut faire quelque chose avant mars ; par exemple il peut reporter à nouveau la hausse sur les transports urbains pour ne la déclencher qu'après les municipales. Il sait aussi, tout comme nous, que le changement de mains de quelques municipalités n'est pas de nature à ébranler profondément le système. L'action n'aura donc de portée que si dépassant les batailles politiques et électorales classiques, elle crée une politisation réelle, c'est-à-dire un engagement concret dans la lutte de couches plus larges que le noyau de militants qui a déjà entrepris la lutte. L'offensive enfin ne peut être enserrée dans les limites d'un accord (encore moins d'un bilan du type P.C.F.-P.S.) entre partis politiques ; elle doit dégager elle-même les objectifs à chaque étape jusqu'à la remise en cause complète de l'organisation des pouvoirs en France, c'est-à-dire la remise en cause de ceux qui ont intérêt à ce que l'inflation continue.

Qui se ressemble s'assemble

Jean-Marie Vincent

Le 22 décembre 1970 le parti communiste et le parti socialiste ont publié un premier bilan de leurs conversations politiques. L'éventualité d'un accord politique plus complet entre les deux organisations semble ainsi s'être rapprochée quoique des difficultés importantes subsistent. Ainsi on ne sait toujours pas si les pourparlers aboutiront à un programme commun de gouvernement, comme le désirent les communistes. Il n'est effectivement un mystère pour personne que le parti socialiste n'est pas pressé de conclure, car il ne tient pas à augmenter ses contradictions internes. Des responsables aussi importants que Gaston Deferre (Marseille) ou Augustin Laurent (Lille) ne sont, il est vrai, pas prêts de se laisser enfermer dans une entente politique étroite à la veille des élections municipales. En outre, la direction du parti socialiste, comme celle de la Convention des Institutions Républicaines (Mitterrand) sont très désireuses de faire leur unité et de renforcer ce que l'on appelle la gauche non communiste avant d'envisager une cohabitation plus poussée avec le P.C.F., c'est-à-dire au sein d'une alliance en bonne et due forme.

La démocratie bourgeoise

En un certain sens le document du 22 décembre anticipe donc sur une évolution qui est loin d'être arrivée à son terme. Pour autant, il ne s'agit pas d'une mystification et d'une façon de masquer des difficultés insurmontables. Le document même provisoire présente des points de convergence suffisamment importants (et sur des questions essentielles) pour qu'on lui attribue plus qu'une valeur conjoncturelle. Dans son chapitre II consacré à l'analyse de la société française et à la lutte pour « un régime nouveau de démocratie économique et politique » le texte part en particulier d'une affirmation lourde de signification : « La démocratie politique, élément du patrimoine national, est progressivement vidée de son contenu par le pouvoir et les forces capitalistes dont il est l'expression. » De cette façon, la démocratie bourgeoise avec toutes ses limites est présentée comme un héritage à défendre, comme un acquis qu'il s'agit de préserver contre des atteintes relativement récentes.

La nature de classe des institutions politiques françaises, que ce soit celles des I^{er}, II^e, III^e ou IV^e République est par là même escamotée. Tout se passe comme si pour parvenir au socialisme il fallait en réalité retrouver l'inspiration politique des jacobins du siècle dernier. Sans doute le texte commun fait-il référence à de nombreuses reprises à la démocratie économique, à la « démocratisation » du secteur public, à de nouvelles nationalisations, mais ceci n'est pas conçu comme un bouleversement des rapports entre les classes.

C'est tout au plus une façon de compléter, de consolider la démocratie politique en limitant ce que le parti communiste appelle volontiers « la malfaisance des monopoles ». Il s'agit là d'une perspective parfaitement utopique, car on ne peut pas s'attaquer véritablement aux grands monopoles sans s'attaquer aux mécanismes de l'accumulation capitaliste et sans s'attaquer aux bases mêmes de l'Etat bourgeois. Ou bien les réformes de structure (économiques ou politiques) s'insèrent dans une bataille générale qui mène à une crise globale du système (ce qui pose la question du pouvoir d'Etat) ou bien les réformes ne sont comprises que comme des modifications partielles qui n'atteignent pas les soubassements de la société. Dans le premier cas la lutte pour les réformes est une lutte révolutionnaire parfaitement réaliste, dans le deuxième cas elle n'est qu'une façon de s'adapter au régime capitaliste (malgré des professions de foi révolutionnaires).

Le mouvement majoritaire

Cette conception particulièrement modérée de l'« épanouissement de la démocratie » donne une coloration singulière à la recherche d'un mouvement majoritaire en faveur de la gauche unie. Le texte déclare : « Pour toutes ces raisons, l'accès de la gauche au pouvoir ne pourra avoir pour seul but la prise en main des leviers de commande, mais devra se traduire par un épanouissement de la démocratie et une transformation progressive des structures économiques avec le souci d'assumer une expansion continue. Elle sera le résultat d'un mouvement majoritaire de la population. » Bien que cela ne soit pas explicitement affirmé dans le reste

du texte, la conquête de la majorité n'est pas, ne peut pas être dans cet esprit, la conquête de la majorité des travailleurs (leur ralliement à une lutte révolutionnaire de masse) mais tout au plus la conquête de la majorité parlementaire dans un contexte qui entrave ou rend impossible l'expression politique de la classe ouvrière. La bourgeoisie peut donc dormir sur ses deux oreilles.

Une curieuse résistance

Le parti communiste l'a, semble-t-il senti, qui s'est refusé à aller trop loin dans certaines concessions. On apprend ainsi qu'il est hostile à l'alternative de la droite et de la gauche au gouvernement, contrairement au parti socialiste qui lui veut se plier « à la loi de la démocratie ». On apprend également dans le chapitre IV qu'il définit « le pouvoir socialiste comme le pouvoir de la classe ouvrière et des autres couches de la population laborieuse », alors que le parti socialiste le définit « comme le pouvoir de la majorité s'exprimant par le moyen d'un suffrage universel libéré des restrictions de fait que lui impose la domination de classe capitaliste ». Mais qu'on nous pardonne, tout cela ne constitue pas une résistance bien sérieuse. Si l'on ne conçoit pas le pouvoir de la classe ouvrière comme un pouvoir bâti sur de nouvelles institutions (démocratie directe, conseils ouvriers, etc.), et sur l'expropriation massive de la bourgeoisie, alors il faut, c'est vrai, se résigner à une alternative classique de partis ou bien recourir à des méthodes policières. Comme le P.C.F. nous dit aujourd'hui la main sur le cœur qu'il répudie les méthodes de ses alliés d'U.R.S.S. ou des démocraties populaires, on ne peut pas dire que la logique soit de son côté. Dans ce domaine, sa résistance (qu'on comprend quand on sait qu'il se présente comme révolutionnaire) aura seulement l'avantage de donner à ces belles âmes « démocratiques » du parti socialiste des moyens pour reculer l'embranchement terminal avec Georges Marchais et ses amis. Gageons qu'il y aura encore de savoureux débats dans la gauche dite communiste et non communiste, autour des concessions à se faire.

Ce document aussi clairement social-démocrate explique, bien sûr, l'impasse entre le P.C.F. et le P.S.U.



Collombert

sur les élections municipales. Il était difficile à un parti comme le P.C.F. de dire noir et blanc en même temps, c'est-à-dire d'être tout sourire pour la vieille maison vermoulue de la cité Malherbe et de signer avec le P.S.U. un accord traduisant une conception différente de la lutte politique et des alliances tactiques. Nous ne nous réjouissons naturellement pas de cet épisode. Il eut été de très loin préférable qu'un accord national P.C.F.-P.S.U. permette de donner aux élections municipales, face à la majorité des travailleurs, le sens d'une grande bataille de classe. Le P.C.F. préfère, semble-t-il, les accords locaux étendus aux « démocrates sincères ». Nous le regrettons, mais cela ne nous empêchera pas de mener avec nos moyens un combat pour la clarification politique et pour les intérêts des travailleurs. □

Le P.C.F. et le P.S.U. face aux municipales

Au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue à Paris le 22 décembre, Michel Rocard a présenté le dossier des négociations entre le P.S.U. et le P.C.F. sur les élections municipales. Après des discussions longues et quelquefois difficiles les deux parties semblaient proches d'un accord. Les négociateurs avaient mis au point deux projets, l'un de déclaration politique, l'autre d'accord tactique. Chacun d'eux devait être soumis aux directions nationales respectives. Pour sa part le bureau national du P.S.U. donna son aval aux deux projets, bien qu'ils ne lui aient

pas donné entièrement satisfaction. Le bureau politique du P.C.F. au contraire demanda un réexamen de plusieurs passages essentiels lors de la réunion suivante. Il remettait en question notamment les formulations relatives aux alliances et à la conception du rôle des municipalités. Venant après les déclarations de Georges Marchais au Havre et les affirmations inexactes de « L'Humanité » tout cela laissait présager une volonté de rupture. De fait le comité central du P.C.F. adopta le 22 décembre une résolution qui ne demandait ni plus ni moins qu'une capitulation du P.S.U. sur toute la ligne.

Projet de déclaration commune

Le Parti Communiste Français et le Parti Socialiste Unifié considèrent que les prochaines élections municipales revêtent une grande importance dans la lutte contre les grandes puissances capitalistes et l'Etat qui en est l'expression, contre les diverses formes de réaction, masquées derrière le centrisme, le réformisme et l'attitude de ceux qui, au sein d'une partie de la gauche non communiste, pactisent avec un tel courant.

Bien qu'elles voient leurs pouvoirs réels constamment amoindris par l'emprise croissante des grandes puissances privées et de l'Etat centralisé, les collectivités locales devraient jouer un rôle de plus en plus important pour la satisfaction des besoins grandissants de la population.

A tous les niveaux de l'urbanisme, de l'implantation des emplois, des équipements de tous genres, des transports, de l'environnement, il s'agit de savoir si les réactionnaires et les réformateurs de tout poils inféodés au capital livreront les collectivités locales aux appétits des grandes puissances d'argent (spéculateurs fonciers, grands promoteurs immobiliers, entreprises concentrées de travaux publics, groupes financiers et bancaires s'intéressant au cadre de vie), ou, au contraire, si ces collectivités seront mises au service des travailleurs pour la satisfaction de leurs besoins, dans une action

concertée, conjuguée, dynamique des élus et du peuple. Notre gestion se développe en opposition à la politique de classe du capital. Elle révèle, au contraire, sans ambiguïté, un choix en faveur des travailleurs manuels et intellectuels et de toutes les victimes de cette politique.

Mais la bataille de mars prochain revêt une signification qui dépasse très largement le cadre des seules élections municipales. Devant la montée des luttes sociales sur le terrain principal des entreprises et sur le terrain du cadre de vie, la grande bourgeoisie manœuvre simultanément sur deux fronts : D'une part, à l'aide d'une politique de « participation », elle s'efforce d'entraîner les travailleurs manuels et intellectuels à la collaboration de classe ; elle cherche, par la politique des contrats de progrès, à réduire la combativité de la classe ouvrière et à intégrer le combat syndical au système ; sous couvert de réformisme, elle intègre les centristes et développe son offensive de séduction pour rallier des fractions de la gauche ; et, d'autre part, elle poursuit la politique de répression et les manœuvres d'intimidation dans l'entreprise comme dans l'université, en particulier vis-à-vis des jeunes.

Dans l'immédiat, l'U.D.R. et ses complices, conformément aux objectifs du VI^e Plan, entend réduire



Agip

les communes à être encore plus nettement de simples distributrices de la pénurie. Le VI^e Plan est à la fois l'expression et l'instrument de la concentration accélérée du grand capital ; sous prétexte d'industrialisation, il favorise de plus en plus le secteur privé, en même temps qu'il encourage la pénétration du capital privé dans les services publics qui sont ainsi progressivement démantelés ; par le développement de l'affairisme, il permet aux grands groupes capitalistes la réalisation du maximum de profits, en sacrifiant les besoins de la population dans tous les domaines.

Rédaction du Parti Communiste

Les municipalités de gauche sont un moyen de lutte, un point d'appui pour l'opposition à la politique réactionnaire et autoritaire du pouvoir. Les municipalités doivent donc se refuser à être un instrument d'intégration au pouvoir et contribuer à la lutte contre sa politique, par la mobilisation de façon permanente de la population contre les diverses formes de tutelle servant le régime du grand capital

Rédaction du P.S.U.

A partir et au-delà de la simple gestion, il faut donc poser ces problèmes politiques généraux qui requièrent de la part des municipalités une attitude de débordement offensif. C'est pourquoi les municipalités ouvrières doivent devenir encore plus nettement des centres de luttes pour les travailleurs, des foyers actifs d'opposition, face à la politique autoritaire du pouvoir. Pour appuyer ces luttes, un Conseil municipal peut donc être amené, en liaison avec la population, à engager des actions qui le mettraient délibérément en rupture avec un strict légalisme, afin de souligner, à un moment donné, la situation de conflit qui l'oppose constamment au pouvoir étatique, à sa tutelle départementale, à la tutelle régionale...

C'est pourquoi une riposte efficace à l'offensive du régime, une prise en charge des objectifs des travailleurs justifient que les partis et formations ayant opté pour le socialisme, les hommes et les fem-

mes n'appartenant pas aux partis mais qui sont opposés à la politique du grand capital, approuvent la présente plate-forme et s'engagent à la mettre en œuvre réalisent, sans exclusive, un front commun lors des prochaines élections municipales, aussi bien à propos de la plate-forme que de la pratique électorale.

Il faut mettre les communes à l'heure de notre temps, ce qui suppose une véritable réforme des collectivités locales : découpage géographique, structures communales et intercommunales, ainsi qu'une véritable réforme régionale. Il faut doter les communes de moyens réels, administratifs, techniques et financiers, en arrachant à l'Etat des pouvoirs et des ressources qu'il a abusivement accaparés. Il faut rendre les communes maîtresses de leur croissance, c'est-à-dire leur consentir des pouvoirs étendus en matière d'urbanisme, d'implantation des emplois, d'implantations d'équipements de tous genres.

Pour être sociale, au-delà des réalisations, la commune doit défendre les intérêts des travailleurs : soutenir leurs luttes, favoriser la création d'emplois, porter assistance aux travailleurs immigrés, favoriser le logement social, défendre les usagers des transports en commun, œuvrer pour l'enfance, la jeunesse et le troisième âge, aider les plus défavorisés, contribuer à combattre toutes les formes d'exploitation des travailleurs dans leur cadre de vie.

Pour être moderne et efficace, la gestion communale suppose la lutte pour une véritable décentralisation, pour une coopération intercommunale démocratique, pour l'adaptation des élus et des services communaux aux tâches d'aujourd'hui, pour une réforme fondamentale de la fiscalité locale, réforme qui mette fin à un système vétuste et injuste, à la mendicité des collectivités locales vis-à-vis de l'Etat, dispensateur de subventions.

Pour être démocratique, la vie communale doit se faire en liaison avec la population et avec ses associations locales. La vie quotidienne d'une municipalité doit révéler ce souci majeur : circulation de l'information, mise en place de structures de dialogue, explication publique et permanente des choix afin de rejeter tout autoritarisme et tout travail semi-clandestin d'un petit groupe dirigeant, encouragement aux activités des multiples organisations locales qui permettent aux citoyens d'être associés à la vie communale, développement de toutes les formes de réelle participation et de gestion des équipements communaux.

La municipalité soutient, stimule sans cesse l'action de masse, afin d'obtenir de meilleurs moyens de réalisation et, au-delà, une meilleure contribution au combat politique général. □

3-12-70

Projet d'accord sur les problèmes tactiques

élaboré par les deux délégations du P.C.F. et du P.S.U. en annexe à la proposition de déclaration commune, et soumis en même temps à l'approbation des deux partis

Sur la base de la plate-forme qu'ils ont adoptée en commun, le Parti Communiste Français et le Parti Socialiste Unifié conviennent d'une tactique commune pour les prochaines élections municipales.

Tenant compte de la loi électorale qui différencie le mode d'élection entre les villes de plus de 30.000 habitants et les autres, il est convenu que :

— Dans les villes de plus de 30.000 habitants, le P.C.F. et le P.S.U. participeront à la constitution dès le premier tour de listes d'union des forces progressistes sur la base de leur influence respective.

Cette union entre partenaires égaux en droit apparaîtra dans la composition de tous les organes de direction municipale. Les partenaires auront les mêmes devoirs et les mêmes responsabilités vis-à-vis de la population. Tout en veillant au respect des engagements pris en commun et à l'application de la plate-forme commune, ils conserveront leur liberté d'expression publique.

Résolution du Comité Central du P.C.F.

Le Comité central a entendu une information du camarade Paul Laurent sur les conversations en cours avec le P.S.U. en vue d'un accord sur les élections municipales.

Pour faciliter le rassemblement des énergies populaires dans le combat démocratique, le Comité Central souligne que la réalisation d'un tel accord suppose nécessairement :

1. Que le rôle des municipalités soit conçu par le moyen d'une gestion sociale, moderne et démocratique, comme une possibilité de satisfaire et de défendre les revendications de la population, comme un point d'appui important dans la lutte des forces ouvrières et démocratiques.

2. Que soient constituées au premier tour dans les villes de plus de 30.000 habitants et au

— Dans les communes de moins de 30.000 habitants — mis à part quelques situations locales qui peuvent justifier une liste d'union au premier tour — chaque parti présentera une liste au premier tour de scrutin. Au second tour, les deux partis agiront pour réaliser des listes d'union sur la base des résultats du premier, afin de battre les candidats de l'U.D.R. et autres réactionnaires quel que soit le masque dont ils se couvrent.

— Les listes d'union seront ouvertes à des hommes et à des femmes qui n'appartiennent pas aux partis alliés, mais qui sont opposés à la politique du grand capital, qui approuvent la plate-forme commune et qui s'engagent à la réaliser.

— Les deux partis sont décidés à combattre au premier comme au second tour, toutes les combinaisons avec la réaction, toutes les alliances contre nature qui pourraient être réalisées entre une partie de la gauche non communiste et la droite réactionnaire.

Cette tactique est fondée sur le souci de défendre au mieux les intérêts de la population, ceux de la lutte pour la démocratie et le socialisme. □

second tour, dans celles de moins de 30.000 habitants, de larges listes d'union démocratique opposées aux candidats du pouvoir et aux combinaisons réactionnaires du centrisme.

4. Que soit rejetée toute compromission avec les différents groupes gauchistes dont la présence ne pourrait que discréditer la signification constructive et démocratique des listes d'union.

Dès lors que ces conceptions, parfaitement claires, seront admises de part et d'autre, le Comité Central réaffirme le souhait du Parti Communiste Français d'aboutir à la conclusion d'un accord avec le P.S.U. sur des bases raisonnables et propices à l'union de l'ensemble des forces ouvrières et démocratiques.

Ivry, le 22 décembre 1970.

Communiqué du Bureau National du P.S.U.

Le Bureau National du P.S.U. constate que par sa résolution du 22 décembre le Comité Central du Parti Communiste français :

— remet publiquement en cause les bases de l'accord politique élaboré par les délégations mandatées des deux partis.

— substitue à la négociation un ultimatum en exigeant que le P.S.U. se rallie à ses positions.

Le P.S.U. ne peut accepter le type de rapports entre les organisations ouvrières que le P.C.F. tente une fois de plus d'imposer faisant ainsi obstacle aux aspirations à l'unité que manifestent les travailleurs.

Le 28 décembre 1970



AFP

Les bons vœux de Monsieur Prudhomme

Jean Verger

A l'occasion du Nouvel An, on ne manque pas de se congratuler dans les sphères élyséennes. Les « corps constitués » se rencontrent, se font des courbettes, et à défaut de chansons, tout finit par des discours. C'est l'occasion, vous pensez bien, pour M. Pompidou de montrer ses talents oratoires.

Notre président avait d'ailleurs commencé à s'exercer le 31 décembre lors d'une allocution radiophonique particulièrement lénifiante et creuse, tendant à montrer qu'en 1970, à part un très grand nombre d'accidents (« L'Eurydice », Saint-Laurent-du-Pont, etc.) ou de sinistres (comme ce qui arrivait précisément à quelques milliers d'automobilistes bloqués dans la neige) sans oublier la mort du grand chef, il ne s'était somme toute pas passé grand chose en 1970 (dame, on ne peut tout de même pas refaire Mai 68 tous les ans). De là il était facile de conclure que la France est un pays heureux, où il fait bon vivre, etc.

Une allocution sonnante le creux, très dans le style discours III^e Ré-

publique : Pompidou renouant avec Fallières et s'exprimant dans le style de M. Prudhomme.

Le 1^{er} janvier, au cours des réceptions à l'Elysée, Georges Pompidou allait tout de même un peu plus loin et retraçait sa conception de l'Etat, de son autorité : « Encore faut-il que l'Etat... ne devienne pas pour autant oppressif et tatonnant » (ce qui n'est évidemment pas le cas, n'est-ce pas camarade Geismar ?), « rééquilibrer le partage des responsabilités... entre le pouvoir central et les collectivités... une telle action n'a pas pour but de démanteler l'Etat **bien au contraire**, mais de renforcer ses moyens là où sa présence est nécessaire et irremplaçable. »

C'était en deux mots dévoiler clairement le caractère dévoyé de la pseudo-réforme communale mise en place par le gouvernement et dont M. Marcellin est le grand artisan.

Libertés communales et omnipotence de l'Etat, voilà pourtant deux termes inconciliables.

Mais à trois mois des élections municipales il faut faire donner les grandes phrases ronflantes, même si elles regorgent de contre-vérités ou de contradictions.

On prête ainsi à M. Servan-Schreiber l'idée de démanteler l'Etat « parce qu'il est partisan d'assemblées régionales élues au suffrage universel » ! Voilà qui indique assez quel est l'état d'esprit de ces gens qui s'identifient à l'Etat et pour qui le principe d'autorité a dans la réalité concrète le plus souvent le visage de la répression.

L'année 71 commence donc par les bons vœux de M. Prudhomme-Pompidou. Nous lui rappellerons que c'est l'année du centenaire de la Commune ; nous aussi nous leverons nos verres à la nouvelle année, en pensant à nos camarades emprisonnés, aux luttes des travailleurs de Ferrodo, à celles des travailleurs immigrés, des paysans, en nous souvenant des paroles de la chanson du communiste Jean-Baptiste Clément : « Ça branle dans le manche, les mauvais jours finiront. » □

Question écrite au Ministre de la Justice

Dans une question écrite au ministre de la Justice, Michel Roçard a rappelé qu'à la suite d'un récent arrêt de la cour d'assises de Lyon, une lettre de menaces et d'injures aurait été adressée, sur papier à en-tête du ministère de l'Intérieur, à tous les jurés ayant siégé et rendu l'arrêt. Un tel fait, qui tombe à l'évidence sous le coup de la loi pénale, est d'autant plus grave qu'il porte atteinte à la plénitude de la justice populaire et qu'il risque — s'il demeure impuni — d'influer gravement sur les décisions futures des jurés, ce qui paraît être dans l'intention des auteurs du délit. Il lui a donc demandé si les auteurs de ce délit ont été identifiés et si des poursuites ont été engagées contre le « groupe important de policiers » signataires de ces lettres. (Question du 26 octobre 1970.)

Réponse. — A la suite de l'arrêt de la cour d'assises de Lyon auquel se réfère l'honorable parlementaire, le parquet de cette ville a été effectivement saisi d'une plainte contre X... émanant d'un juré ayant siégé dans cette affaire, qui a reçu par voie postale une lettre anonyme écrite sur papier à en-tête du ministère de l'Intérieur, secrétariat général pour la police, service dont il convient de souligner qu'il a été supprimé depuis près de un an. Ce *factum*, qui paraît avoir été adressé à tous les jurés ayant siégé dans la même affaire, contient certains passages qui sont indiscutablement de nature à blesser l'honneur et la délicatesse des jurés et à porter atteinte à la considération de leurs fonctions, au sens de l'article 222 du code pénal. Toutefois, les renseignements recueillis à ce jour n'ont pas permis d'identifier les auteurs du délit, ni même de déterminer si l'écrit émane effectivement de membres de la police ou s'il est le fait de tiers. Ce n'est donc qu'au vu des résultats de l'enquête diligentée dans cette affaire que pourront être précisées les responsabilités et engagées les poursuites qui s'imposent.

CHAQUE
SEMAINE
LISEZ

**Tribune
Socialiste**

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Henri Beley

La question dite des « travailleurs immigrés » est indissociablement liée à celle de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne dans les pays industrialisés d'Europe occidentale. Un tiers du prolétariat de ces pays est aujourd'hui composé de travailleurs en provenance d'Afrique, de l'Europe agricole et d'Asie. Cette proportion augmentera considérablement dans des années à venir.

L'immigration est aussi ancienne que le capitalisme lui-même

Le problème de l'« immigration » n'est pas nouveau : il est aussi vieux que le capitalisme lui-même. Nous ne faisons aujourd'hui que revivre à l'échelle mondiale le processus de constitution permanente du prolétariat par le capital que Marx étudiait en son temps à l'échelon européen. Ainsi écrit-il (« Le Capital », livre I, chapitre 27, « Expropriation de la population campagnarde ») que les capitalistes « ont conquis la terre à l'agriculture capitaliste, incorporé le sol au capital et livré à l'industrie des villes les bras dociles d'un prolétariat sans feu ni lieu. »

Tout au long du XIX^e siècle, on assiste à ce processus de prolétarianisation d'une paysannerie chassée par l'introduction du capitalisme dans les campagnes, donc par l'introduction d'une concurrence impitoyable ainsi que « d'expropriations violentes et répétées » (Marx, *ibid.*) qui réduisaient des millions de paysans à la famine.

Dès la naissance de l'impérialisme l'immigration s'internationalise

Dans ce prolétariat émigré des campagnes d'Europe industrielle, « sans feu ni lieu », aux « bras dociles », il n'est pas difficile de reconnaître les frères de classe de ceux qui, aujourd'hui, en France, viennent quotidiennement renforcer l'effectif du prolétariat d'origine française dans des secteurs qui sont à la base même de la production : métallurgie, sidérurgie, mines, bâtiment, etc.

Parallèlement à la prolétarianisation de la paysannerie d'Europe industrielle, le capitalisme a procédé, par les moyens les plus féroces, au pillage de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique latine et notamment à la traite des Noirs : « Ce fut la traite des nègres qui jeta les fondements de la grandeur de Liver-

pool : pour cette ville orthodoxe, le trafic de chair humaine constitua toute la méthode d'accumulation primitive. » (Marx, *ibid.*)

Ce double processus fut simultané : « En somme, il fallait pour piédestal à l'esclavage dissimulé des salariés en Europe l'esclavage sans phrases dans le Nouveau Monde. » (*ibid.*). Bref : « le capital arrive au monde suant le sang et la boue par tous les pores » (*ibid.*).

Cette sueur de sang et de boue, l'impérialisme a continué à la sécréter. Affamé de prolétariat frais et trouvant insuffisante sa pâture d'Europe industrielle, l'impérialisme a commencé par se jeter sur les pays les plus arriérés d'Europe :

« Parmi les caractéristiques de l'impérialisme qui se rattachent au groupe de phénomènes dont nous parlons, il faut mentionner la diminution de l'émigration, vers ces pays, d'ouvriers venus des pays plus arriérés où les salaires sont plus bas. L'émigration anglaise, remarque Hobson, tombe à partir de 1884 : elle atteignait, cette année-là, 242 000 personnes, et 169 000 en 1900. L'émigration allemande atteint son maximum entre 1881 et 1890 : 1 453 000 émigrants ; au cours des deux dizaines d'années suivantes, elle tomba respectivement à 544 000 et 341 000 pendant qu'augmentait le nombre des ouvriers venus en Allemagne d'Autriche, d'Italie, de Russie, etc. D'après le recensement de 1907, il y avait en Allemagne 1 342 294 étrangers, dont 440 800 ouvriers industriels et 257 329 travailleurs agricoles. En France, les travailleurs de l'industrie minière sont « en grande partie » des étrangers : Polonais, Italiens, Espagnols. Aux Etats-Unis, les immigrants de l'Europe orientale et méridionale occupent les emplois les plus mal payés, tandis que les ouvriers américains fournissent la proportion la plus forte de contremaîtres et d'ouvriers exécutant les travaux les mieux rétribués. L'impérialisme tend à créer, également parmi les ouvriers, des catégories privilégiées et à les détacher de la grande masse du prolétariat. » (Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ».)

L'impérialisme organise la famine à l'échelle mondiale

A quoi assiste-t-on aujourd'hui, plus de 50 ans après le constat de Lénine ? Au déracinement systématique d'un « prolétariat sans feu ni lieu », en provenance, cette fois, du monde entier. D'internatio-

nal à l'échelle européenne et nord-américaine, le prolétariat s'est internationalisé à l'échelle mondiale dans les métropoles impérialistes elles-mêmes. L'impérialisme est donc parvenu à l'aboutissement logique de son développement interne. Incorporant au capital des pays dominés, chassant ainsi de leurs terres des paysans incapables de faire face à la concurrence des prix du marché mondial (néo-colonialisme), l'impérialisme organise donc la famine de ces masses paysannes dans un double but : 1. Le pillage des richesses de ces pays ; 2. La constitution de réserves de prolétaires où il pourra puiser à volonté.

Il s'agit bien là, répétons-le, d'une organisation de la famine des populations des pays dominés. Dans le cadre du néo-colonialisme, l'impérialisme a su, en effet, s'inspirer du modèle de développement accéléré fourni par les pays « socialistes » (réforme agraire, coopératives, etc.) qui ne fait qu'accélérer le passage à une agriculture mécanisée (capitaliste, puisque c'est l'impérialisme qui l'instaure), laquelle réduit la grande majorité des paysans à la famine. Les divers programmes de « modernisation » de l'agriculture (avec le concours d'organismes « humanitaires » tels que la F.A.O.) sont, en effet, imposés aux paysans — soit directement, par la violence, soit par le biais de la baisse des prix agricoles — et mis en pratique par ceux-ci grâce à divers programmes de crédit agricole souvent financés par des organismes tels que la B.I.R.D. (Banque Mondiale) ou le Fonds Européen de Développement. Ce crédit pèse sur le paysan, qui se trouve ainsi vite placé devant l'alternative suivante : ou bien rembourser — et crever de faim —, ou bien manger — et refuser de rembourser —, ce qui attire sur lui la répression armée... Dans les deux cas, il se trouve réduit à la famine et obligé de quitter sa terre.

Sous-prolétaires ou prolétaires ?

Il nous a paru nécessaire de nous étendre quelque peu sur cette question de la famine mondiale, non seulement parce qu'elle est étroitement liée à celle de l'« immigration », mais parce que, dans les deux cas, la bourgeoisie fait tous les efforts pour voiler la réalité derrière le masque de la charité humanitaire. Tandis que l'Eglise, effrayée, mène ses campagnes contre « la faim dans le monde », la petite-bourgeoisie, de son côté,

Il y a un an, dans un bidonville d'Aubervilliers, cinq travailleurs immigrés mouraient asphyxiés : ils avaient voulu faire du feu pour ne pas mourir de froid.

Quelques jours plus tard, à Grenoble, un autre groupe de travailleurs immigrés mouraient brûlés vifs. Eux aussi avaient tenté de vaincre le froid.

Du coup l'opinion publique s'était émue et M. Chaban-Delmas lui-même n'avait pas craint de « rendre visite » aux bidonvilles, en n'oubliant pas de poser pour les photographes.

Mais le problème des travailleurs immigrés ne relève pas de la charité. Il relève de l'internationalisme prolétarien, que les travailleurs ont trop tendance à oublier.



Collombert

tente à toute force de désamorcer la dynamite prolétarienne. Tels ces « bons Blancs » qui s'apitoient sur les « pauvres Noirs », elle s'efforce de faire apparaître les travailleurs immigrés (ou « migrants ») comme un « sous-prolétariat » honteusement « surexploité », livré aux marchands de sommeil et se serrant dans les bidonvilles. Partant de conditions de travail et de vie caractéristiques de la grande industrie capitaliste (concentration y compris dans l'habitat, mobilité, salaires réduits au strict minimum), elle s'en sert pour masquer l'essentiel : **avant** d'être des « immigrés », les travailleurs étrangers sont des **prolétaires**. En utilisant l'aspect « immigrés » pour masquer l'aspect essentiel « prolétaires », la petite-bourgeoisie (de « gauche », bien sûr...) joue le rôle que la grande bourgeoisie attend d'elle.

Il importe donc de démasquer cette vision misérabiliste, humanitariste, paternaliste et — finalement — chauvine, car elle ne vise à rien moins qu'à museler les prolétaires étrangers, qu'à les « diriger » (donc à les empêcher de se diriger eux-mêmes), en tentant de

les « intégrer » à la « communauté nationale », voire au « prolétariat français ».

Pas plus que les prolétaires immigrés des campagnes des pays industriels au XIX^e siècle, ou que les prolétaires immigrés des pays européens arriérés au temps de Lénine, les prolétaires immigrés d'aujourd'hui ne sont des « sous-prolétaires » — terme qui sous-entend qu'ils sont à mi-chemin entre le prolétariat et le lumpen-prolétariat. Ce sont des **prolétaires-tout-court** qui répondent **très strictement** aux critères définis par Marx et Lénine. Entre leur exploitation et celle des O.S. ou manœuvres d'origine française, il n'y a pas de différence qualitative mais seulement des différences de formes et de degrés. Il serait donc très souhaitable d'éviter, en ce qui les concerne, le mot « surexploitation » qui sous-entend trop souvent qu'il existe une exploitation « normale » (!) et une surexploitation « honteuse », et qui contribue toujours, qu'on le veuille ou non, à renforcer la muraille que la bourgeoisie est parvenue à édifier entre les prolétaires d'origine française et ceux d'origine étrangère. Les uns et les autres sont exploi-

tés. Les uns et les autres sont partie intégrante du **prolétariat**. Du prolétariat **international** et non pas du prolétariat **français** ! Car, aujourd'hui, en France — et c'est là le phénomène nouveau —, il existe concrètement un **prolétariat international**. Autrement dit, le mot d'ordre « **PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !** » peut prendre enfin un sens très concret...

Les diverses fractions du prolétariat international n'ont pas à s'« intégrer » à sa fraction d'origine française : c'est à cette dernière au contraire, qu'il revient de se débarrasser de tout chauvinisme et de rejoindre les rangs du prolétariat international. Aucune fraction de celui-ci n'a à prétendre à un rôle dirigeant. Toutes doivent s'engager dans la lutte sans attendre : leur unité se fera dans l'action, et la révolution prolétarienne passe par leur fusion.

La lutte contre le chauvinisme fait partie des luttes prioritaires

Chacun connaît les deux « reproches » **contradictoires** faits aux

prolétaires étrangers : 1. Ils prennent le travail des Français ; 2. Ils font le travail dont les Français ne veulent pas. Le racisme ne s'embarasse jamais de contradictions ! Ce qui est grave, c'est qu'il imprègne le prolétariat français lui-même. Depuis 70 ans, ce dernier a adopté une attitude chauvine et colonialiste très semblable à celle que Marx et Engels reprochaient violemment au prolétariat anglais. L'indifférence des ouvriers français durant la guerre d'Algérie est encore dans toutes les mémoires.

Qu'en conclure ? Tout simplement que le travail militant « en direction des travailleurs immigrés » passe prioritairement par le travail dans le prolétariat **français**. Le chauvinisme qui le ligote étant l'obstacle le plus puissant à l'unité du prolétariat (unité sans laquelle la révolution prolétarienne ne se fera pas), c'est donc lui que nous devons combattre par priorité, en tant que militants **français**, et en s'appuyant sur cette remarque célèbre de Marx et d'Engels :

« Les prolétaires n'ont pas de patrie. » □

Le chômage s'étend à Durtal (49)

A. Béhar

Une petite ville avec quelques hameaux disséminés autour d'elle, l'ombre du château continuant à obscurcir la vie, à Durtal dans le Maine-et-Loire, l'industrie, bien modeste pourtant, est en voie de liquidation.

L'usine fabriquant du papier, à partir le plus souvent de la pâte importée de l'étranger, est en voie de liquidation.

Pourtant l'usine « La Rochette-Sempa » est implantée depuis plus d'un siècle, pourtant le patron a touché une subvention importante pour assurer la reconversion et il l'a utilisée... pour bâtir une usine à Sorgue dans le Vaucluse !

Le scandale ne s'arrête pas là, une partie des maisons et le terrain de la commune autour de l'usine (Govis) appartiennent aussi au patron et là encore on essaie de vendre aux travailleurs ... avant de les licencier ou de leur proposer d'aller en Haute-Savoie ou ailleurs !

Ce n'est pas un cas unique dans la région, peu à peu le pays se vide de son industrie, et l'agriculture n'assure plus non plus l'avenir.

Mais cette région est aussi celle de la domination blanche, avec des aristocrates et des notables continuant à tenir le haut du pavé, avec des flics aux ordres et ils exercent une terreur insidieuse mais persistante sur tout le peuple.

C'est une poignée d'ouvriers et de paysans qui se sont révoltés les premiers, c'est à partir d'une situation intenable qu'ils ont pris conscience de ce que représente la dictature des hobereaux et des patrons.

Ils vont essayer, avec leur seul courage et l'aide de quelques militants syndicalistes ouvriers et du CDJA de poser le problème du droit à l'emploi, du refus de la déportation, à toute la population de Durtal.

Là lutte sera très dure, mais en tout cas elle se mènera, dès le départ, en commun, travailleurs de la terre et de l'industrie.

Pour la première fois dans cette région, des paysans sont résolus à intervenir directement dans une affaire qui concerne au premier chef les travailleurs.

A Durtal, comme dans toute la France, le seul espoir et le seul moyen de se battre contre le chômage c'est la convergence et l'action commune des agriculteurs et des ouvriers.



Collombert

Une organisation de masse de jeunes travailleurs

Rémy Grillaut

L'organisation des jeunes travailleurs révolutionnaires a été créée par les responsables jeunes travailleurs du parti, mandatés dans ce but par la D.P.N.

Sa plate-forme politique présente une analyse de la surexploitation politique, économique, idéologique des jeunes travailleurs et la nécessité d'une telle organisation.

Nous donnons ci-dessous des extraits de leur plate-forme :

JEUNE TRAVAILLEUR, REJOINS NOTRE COMBAT

Nous, jeunes travailleurs, vivons en France dans une société qui nous laisse insatisfaits. Les gouvernements successifs, qu'ils soient de gauche ou de droite, ont beau faire des déclarations fracassantes sur la nouvelle société, la participation, le pouvoir des jeunes, ils ne peuvent masquer la réalité essentielle : les usines, une partie de plus en plus importante des terres, les entreprises qui gèrent la vie quotidienne (presse, télé, organisation de loisirs...) sont la propriété d'une minorité de possédants. Ceux-ci veulent faire passer leurs intérêts particuliers et égoïstes pour l'intérêt général.

Nous, jeunes travailleurs, vivons dans une société capitaliste.

Mais la classe ouvrière, obligée pour vivre de vendre sa force de travail, c'est-à-dire ses bras et ses connaissances au capital, a des aspirations fondamentalement opposées à celles de la bourgeoisie.

Par les revendications économiques, la lutte quotidienne, la grève, elle refuse le sort qui lui est fait, elle refuse d'être transformée selon les besoins immédiats en chômeurs, en O.S., en machines vivantes au service d'autres machines qui sans elle seraient choses mortes.

Nous, jeunes travailleurs, n'avons pas une situation privilégiée par rapport à nos camarades plus âgés. Bien au contraire, c'est dans les petites entreprises arriérées, aux postes ingrats des usines géantes, dans les administrations et entreprises d'Etat au service du capital, que l'on retrouve la plupart des jeunes.

Le sale boulot, c'est pour nous !

Et chaque fois, pour la même production notre salaire sera inférieur au salaire moyen correspondant.

Déqualification, chômage, insécurité dans l'emploi, tel est le sort du jeune travailleur. Cette situation, qui est encore plus accentuée pour les filles, nous devient de plus en plus intolérable.

Dans la famille, à l'école, à la caserne, on veut nous faire croire que nous n'avons rien à dire, que nous n'avons rien compris, que le monde a toujours été ainsi, que rien ne peut changer, qu'il faut travailler, obéir, travailler.

Sinon gare !

Le rôle de notre organisation est original. Nous agissons au niveau de la prise de conscience par les J.T. de leurs propres problèmes. Nous devons faire l'apprentissage de la lutte révolutionnaire aux côtés de la classe ouvrière en exerçant nos propres responsabilités. En cela, les J.T.R. sont l'école du socialisme.

L'O.J.T.R. n'est pas un syndicat et ne peut se contenter de mener une lutte au niveau des intérêts purement économiques.

Elle ne peut être non plus un parti unificateur de l'ensemble des luttes pour la prise du pouvoir, dans la mesure où elle n'agit que sur une couche de la classe ouvrière : celle des J.T.

Nous agissons en liaison avec le P.S.U., axe essentiel du parti révolutionnaire à construire dans les luttes.

La surexploitation économique, la domination par les idées, les abus d'autorité, les injustices que nous subissons et que nous constatons dans le monde, provoquent chez nous un sentiment personnel de révolte contre la société actuelle.

Mais notre opposition irréductible à l'ordre établi ne doit pas s'arrêter là et nous devons lutter contre la cause profonde de cette situation. Cette cause est l'existence du système capitaliste. Notre objectif est de faire passer l'ensemble des J.T. de la révolte individuelle à la lutte collective et organisée pour la révolution socialiste.

Pour cela notre organisation ne peut se contenter de propagande et d'actions à portée symbolique limitée. Nous conduirons des luttes permettant de mobiliser les J.T., de révéler les causes d'une situation, d'indiquer les solutions socialistes à opposer au capitalisme, de montrer la nécessité de la révolution socialiste.

Dans notre action comme dans la vie interne de notre organisation, nous voulons donner une image de la société socialiste à construire, fondée sur la solidarité des travailleurs et qui alliera étroitement socialisme et liberté.

L'organisation est ouverte à tous les jeunes travailleuses et travailleurs, sans distinction de convictions philosophiques ou religieuses, qui veulent lutter pour la révolution socialiste, dans les perspectives que nous venons de tracer. Elle est organisée localement en comités de J.T. qui conduisent et animent les luttes. Pour les unifier, notre organisation s'est donné démocratiquement des instances politiques nationales.

L'O.J.T.R. s'inscrit dans la ligne de la tradition de la jeunesse socialiste et révolutionnaire. Nous affirmons avec vigueur nos conceptions internationalistes en contribuant au soutien matériel et politique des luttes révolutionnaires et de libération, ainsi qu'à la construction d'une nouvelle Internationale des jeunes socialistes et révolutionnaires.

Pour informer et former politiquement les jeunes travailleurs à partir des problèmes qui leur sont propres, l'organisation a créé son journal : « Quatre millions de jeunes travailleurs », mensuel dont le premier numéro sortira dans la deuxième quinzaine de janvier.

Elle compte sur l'appui de tous les militants et sympathisants du parti pour le diffuser autour d'eux. Elle compte également sur les abonnements de tous les camarades conscients de l'importance que cette organisation peut avoir pour la mobilisation des jeunes travailleurs dans la lutte révolutionnaire.

Les travailleurs étrangers et l'arbitraire policier

Dans la nuit du lundi 7 décembre au mardi 8 décembre, à 5 heures du matin, des agents de police de la circonscription de Neuilly-sur-Marne ont pénétré dans les bâtiments du Foyer de la CIMADE de Sucy-en-Brie pour demander si un dénommé Bala demeurait là. Ce nom ne correspondant à aucun des résidents, il leur a été répondu négativement.

Dans la nuit du mardi 8 décembre au mercredi 9 décembre, vers 3 h. 30 du matin, trois agents de police en uniforme et un autre en civil se sont de nouveau présentés et ont demandé de les laisser pénétrer dans la chambre où logeait un travailleur algérien nommé D... H...

Ces policiers ne présentant aucun mandat de perquisition, la direction du foyer leur a refusé catégoriquement de pénétrer dans les bâtiments qui constituent pour cha-

cun des travailleurs un domicile privé.

Cependant, une demi-heure après, environ vers 4 heures du matin, ils pénétraient à nouveau dans les bâtiments sans informer les responsables. Réveillant le jeune Algérien, ils l'ont emmené au commissariat de Neuilly-sur-Marne, 34, avenue Foch, afin de l'interroger sur une sortie qu'il aurait effectuée avec deux jeunes filles nord-africaines.

L'intéressé a été gardé à vue jusqu'à jeudi matin et, après confrontation avec les jeunes filles qui indiquèrent n'avoir strictement rien à lui reprocher, il a été libéré.

A la suite de ces faits, une déposition signée des responsables du Foyer de la CIMADE et une pétition signée par des travailleurs du Foyer ont été adressées à M. le Procureur de la République du département du Val-de-Marne.

Les casseurs à l'œuvre dans le 15^e à Paris

Mais oui, elle existe cette bande de casseurs qui sévit dans le 15^e arrondissement à Paris. Elle a opéré au 69, rue Mademoiselle, le vendredi 18 décembre entre 5 et 8 heures du matin.

Il fait nuit, le quartier commence à grouiller de cars de flics, d'inspecteurs en civil, de voitures banalisées.

A la mairie toute proche, quelques « responsables » locaux, dont Galy-Dejean, conseiller municipal U.D.R. et le commissaire principal du XV^e donnent le signal de départ de la cérémonie :

- une entreprise de démolition arrive au 69 ;
- les locataires se retrouvent à la rue ;
- l'opération est très rapide, et sans conditions de sécurité. Un travailleur portugais, Lopes dos Santos Manuel, se blesse grièvement. Les responsables ne prévien-

ent pas l'inspecteur du travail. Trois jours plus tard il meurt à l'hôpital ;

— un tract de l'U.J.P. est distribué, qui attaque « les éléments non identifiés qui osent faire de la politique et s'oppose à la rénovation urbaine », car des militants s'étaient organisés depuis plusieurs mois contre les démolitions prévues, en vue d'une action de soutien aux travailleurs immigrés et avec la volonté de s'attaquer à tous les aspects du capitalisme dans la vie quotidienne (ennui, loisirs, urbanisme, femmes, racisme).

Bilan : homicide quasi-volontaire, double infraction à la législation du travail (la sécurité et l'inspecteur du travail non prévenus), expulsion de nuit, projection de gravas dans la rue, tapage nocturne... De quoi tirer plusieurs années de prison ferme ! □

Transports

L'Etat nous roule toujours

Jacques Kergoat

Les transports en commun de la région parisienne ne portent décidément pas chance au gouvernement. La série d'augmentations qu'il compte faire subir aux usagers est pourtant programmée depuis longtemps : elle doit faire passer le prix du carnet de seconde classe métro-bus de 7 F (son prix actuel) à 12 F au plus tard en 1974. Une première augmentation (de 7 à 8 F) devait avoir lieu en juillet 1970. Las ! Dès mars se forment des comités d'usagers qui entreprennent une vigoureuse campagne contre la hausse : le pouvoir doit reculer précipitamment et ne promulgue pas la hausse de juillet.

Mais un pouvoir fort ne saurait reculer indéfiniment. Aussi est-ce avec une grande fermeté que la hausse est décidée pour le 1^{er} janvier. Un conseil interministériel est réuni pour l'annoncer officiellement. Des inquiétudes subsistent cependant dans les cercles gouvernementaux : à trois mois des élections municipales, une telle mesure, impopulaire, ne pouvait être prise que si elle ne suscitait pas de protestations de trop grande ampleur et de trop longue durée. A tout hasard, le pouvoir lança alors une grande campagne de séduction : pas de jours sans que « France-Soir » n'annonce la modernisation d'une ligne, le directeur de la R.A.T.P. répond à la radio aux questions des auditeurs. Chaban-Delmas, lui-même, survole en hélicoptère la région parisienne et déclare à l'atterrissage que les transports en commun, il faudrait les améliorer et que son objectif, c'est de rendre la vie « vivable » dans la région

parisienne. Toutes ces belles paroles ne servirent pas à grand-chose. En novembre, c'est par dizaines de milliers que les usagers manifestaient dans les rues de Paris leur colère contre le scandale des transports en commun. En décembre, la Fédération des comités d'usagers (F.C.U.T.C.R.P.) lançait une campagne de sensibilisation et d'information contre la prochaine hausse : 900.000 tracts distribués en trois semaines.

Il n'était plus possible d'espérer que la hausse se ferait dans le calme et l'indifférence des lendemains de fête, d'autant plus que la colère grondait également quant à l'incurie des pouvoirs publics dans la Drôme, l'Ardèche et les régions avoisinantes. Le gouvernement dut se contenter de faire passer l'augmentation des tarifs voyageurs à la S.N.C.F. (+ 5,21 %), les tarifs postaux (le timbre passe de 0,40 à 0,50 F) et les prix de journée dans les hôpitaux parisiens (+ 11,25 % en moyenne) tous secteurs pour lesquels il n'existe pas encore d'organisation autonome et combative des usagers. L'augmentation des tarifs de la R.A.T.P. et des lignes « banlieue » de la S.N.C.F. était repoussée. Imprudemment, on annonçait qu'elle aurait lieu le 1^{er} avril, une semaine après les élections. Mais au-delà même des sordides calculs électoraux, qui font repousser la hausse après les élections municipales, le pouvoir se trompe s'il croit qu'il pourra alors l'imposer dans la tranquillité des lendemains d'élection. Nous l'avons déjà fait repousser deux fois. Jamais deux sans trois ?

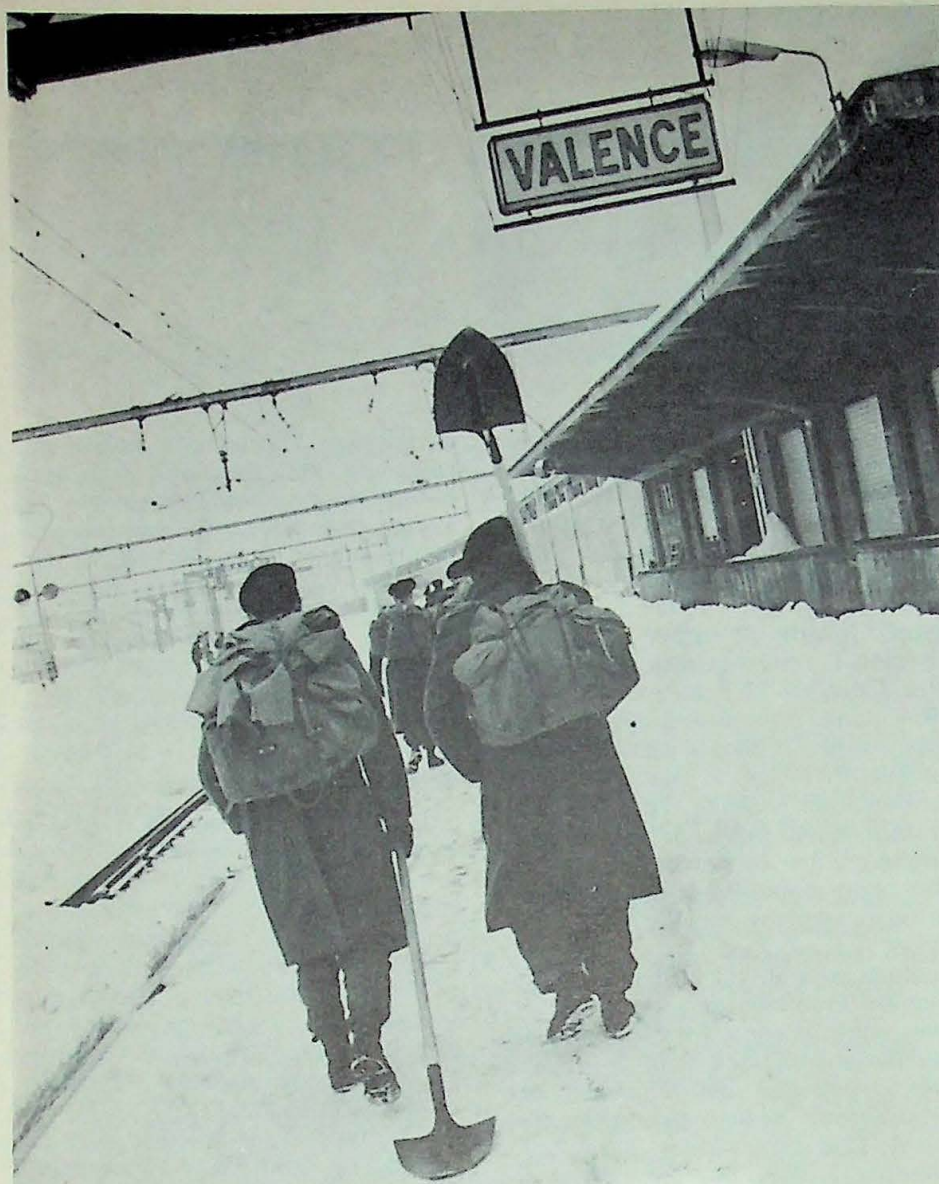
Vie militante

Rectificatif

Le texte d'orientation du Conseil national envoyé aux membres du parti a été présenté comme un texte de Paris. En réalité ce texte est une synthèse du texte de Serge Mallet et du texte adopté à l'unanimité par les délégués ouvriers et paysans de la région parisienne. Ce texte de synthèse, après trois modifications et sous la forme parue a été établi après discussion avec les deux délégués du Secteur paysan

assistant à la D.P.N. ainsi qu'avec les délégués ouvriers des assemblées ouvriers-paysans de Rhône-Alpes, Nord, Pas-de-Calais, Loire-Atlantique, Sud-Ouest et Normandie. Ce texte ne peut donc être considéré comme une réflexion des seuls secteurs et groupes de Paris comme peut le faire penser la présentation faite dans le document envoyé aux militants.

Retombée des événements de Guinée au Niger



A.F.P.

Drôme : Le temps a bon dos

La fédération de la Drôme et la section de Valence du P.S.U. tiennent à manifester leur solidarité avec toute la population qui a eu ou qui aura à souffrir des intempéries. Elles s'élèvent toutefois contre la carence des autorités départementales et locales.

La population peut, à juste titre, se demander pourquoi le plan OR-SEC, fait pour mettre en application l'organisation et la sécurité, a été décidé et mis en place aussi tardivement. En guise d'organisation, c'est la pagaille qui a régné : les particuliers se sont débrouillés au mieux ; ce sont les organismes tels que la Croix Rouge, les pompiers, et les initiatives privées des Drômois qui ont été les premiers à organiser les secours. Pourquoi avoir attendu 48 heures pour faire venir (et de loin) l'armée et avoir laissé aussi longtemps les véhicules circuler sur des itinéraires impraticables ?

Il est faux de dire que nous n'avions pas les moyens sur place ; notre région est peut-être mieux équipée que d'autres. Nous avons les hélicoptères militaires ; la C.N.R. et de nombreuses entreprises de travaux publics ont des moyens énormes pour déplacer des volumes de matériaux. Pourquoi n'a-t-

on pas coordonné à temps tous les moyens ? Ne fallait-il pas dès dimanche soir ou lundi matin lancer ces engins sur les routes et autoroutes pour dégager la circulation ou, du moins, récupérer ceux qui avaient passé la nuit dans leur véhicule ? Mais, au fait, tous ces responsables locaux et départementaux, tous ces chefs de service des services publics étaient-ils bien en place ?

Evidemment, ce sont des événements exceptionnels ; mais c'est bien dans les circonstances exceptionnelles que l'on peut juger de la capacité des responsables, de ceux qui détiennent le pouvoir et de la valeur des organismes en place.

La seule capacité de cette hiérarchie, souvent défendue avec tant d'acharnement, se résumerait-elle à juger les exécutants, éventuellement à faire des discours de félicitations à ceux qui se sont dévoués et à verser des larmes sur ceux qui ont laissé leur vie ?

Il appartient aux organisations syndicales et politiques d'exiger que ce ne soit pas encore les salariés qui aient à subir les conséquences matérielles de ces intempéries.

A la suite d'une marche pacifique des étudiants de l'Université d'Abidjan devant les ambassades de France, de Grande-Bretagne et des U.S.A. pour protester contre l'agression portugaise en Guinée les étudiants non ivoiriens et parmi eux 94 Nigériens, sont expulsés de Côte d'Ivoire.

A leur arrivée à Niamey, le 27 novembre, ils ont été « accueillis » par la police, la gendarmerie et l'armée en tenue de combat et embarqués en camions militaires et avions. Parmi eux se trouvaient la fille du Président Diouri et sa nièce qui ont refusé de se désolidariser de leurs camarades.

Devant l'attitude des autorités nigériennes quinze professeurs de l'enseignement secondaire ont adressé une lettre au gouvernement critiquant le gouvernement ivoirien qui adopte « une attitude chauvine et micronationaliste face à la marche pacifique organisée par la majorité des étudiants de l'Université d'Abidjan y compris les étudiants ivoiriens ». Ils critiquent la caution apportée par le gouvernement nigérien aux mesures prises par le gouvernement ivoirien, dénonçant la mystification de l'opinion publique par de fausses informations et « le refus catégorique du dialogue que l'on prône par ailleurs comme ligne directrice de la politique du gouvernement. » Ils dénoncent en outre le refus des délégués envoyés par le gouvernement nigérien de discuter avec l'Union Générale des étudiants d'Abidjan à laquelle sont affiliés les étudiants nigériens et protestent énergiquement contre le déploiement de force dont ont été victimes les étudiants à leur arrivée à Niamey. Enfin ils dénoncent la structure néo-coloniale des universités africaines.

Parallèlement à ce mouvement, un certain mécontentement se fait sentir dans les milieux scolaires nigériens. Les élèves de l'Ecole Normale de Zinder ont décidé la grève afin de protester contre la suppression du droit de passer le bac à la fin de leurs études. Aussitôt rassemblés dans le camp militaire de Mirrhia et après avoir subi diverses brimades, ils ont été ramenés à Zinder et obligés, sous la contrainte, de signer un texte dans lequel ils abandonnent leurs revendications.

En réponse à ces événements le président Diouri et Boubou Hama (président de l'Assemblée nationale, secrétaire général du P.P.N.-R.D.A.) ont tenu un meeting dans lequel ils injurièrent les professeurs, condamnèrent la grève de Zinder et stigmatisèrent la mainmise étrangère responsable des événements actuels.

Les professeurs signataires ont refusé de s'incliner et la quasi-totalité d'entre eux ont démissionné (13 sur 15).

Devant l'attitude répressive et diffamatoire du pouvoir les élèves de l'ensemble des établissements scolaires de Niamey se sont mis en grève et ont organisé une marche sur le Palais de la présidence. Une fois encore le régime réprime : les élèves sont dirigés sur le camp militaire de Tondibia ou parkés dans la cour des lycées gardés par la troupe.

Ces mesures répressives s'inscrivent dans la tradition policière d'un gouvernement mis en place en 1958 par l'administration française, qui n'hésitera pas à grossir le nombre des prisonniers politiques (environ 200) encore internés depuis la tentative de soulèvement de la population par les forces d'opposition en exil en 1964. □

CEDETIM

Le Centre socialiste de documentation et d'études sur les problèmes du tiers-monde (CEDETIM) existe depuis plus de trois ans. Sa prochaine assemblée générale est prévue pour le dimanche 31 janvier 1971.

Nous demandons à tous les camarades qui travaillent dans les pays du tiers-monde ou qui s'apprentent à le faire, de prendre contact avec le CEDETIM et de signaler les personnes susceptibles de s'y intéresser.

Pour toute information, écrire à : CEDETIM, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

● Le N° 15-16 du Bulletin du CEDETIM vient de paraître. Il porte sur : Les leçons de l'expérience chinoise.

Au sommaire : Apports théoriques et idéologiques, organisation de la production, éléments d'information.

Envoi contre versement de 4 F au CEDETIM, C.C.P. Paris 17 545 16.

.. NI ESPAGNE , NI POLOGNE :
C'EST LA DOCTRINE DE LA FRANCE...

D'AILLEURS, COMME
DIRAIT MARCELLIN :



.. LA FRANCE N' A DE LEÇONS
A RECEVOIR DE PERSONNE !

Botellier

Une première victoire sur Franco

Marc Heurgon

Il faut rappeler la chronologie des faits. C'est vers 17 h, le lundi 28, que l'on apprend le verdict de Burgos : il dépasse en rigueur tout ce que l'on pouvait craindre ; six condamnations à mort, dont trois sont prononcées deux fois. Il s'agit d'une véritable provocation et l'émotion est grande à Paris, comme en province. L'angoisse est grande elle aussi ; comment ne pas craindre le pire ? Qu'est-il possible de faire, malgré le froid, malgré les congés universitaires pour participer si peu que ce soit à la protestation internationale dont l'ampleur et la vigueur peuvent seules encore faire reculer le dictateur espagnol ? Déjà, à Toulouse, le soir même, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue. Immédiatement, le Comité d'Initiative du Secours rouge lance le mot d'ordre d'une manifestation de masse pour le mardi 29 à 18 h 30, place Clichy. Successivement la Ligue Communiste, V.L.R., le P.S.U., les « amis de la Cause du Peuple » appellent à la manifestation.

Mais il existe un cartel de neuf organisations doctes et officielles qui font grand bruit sur la situation en Espagne, par communiqués de presse au moins. Ce cartel se réunit, éclate et se sépare sur un aveu d'impuissance. C.G.T. et C.F.D.T. appelleront à un débrayage d'une demi-heure, mais séparément car la C.F.D.T. voulait lier sa protestation sur Burgos à une dénonciation du verdict de Léninegrad, et la C.G.T. n'acceptait pas. Mais les autres organisations ? Rien. Quelle consigne d'action ? Des télégrammes à Franco. Quel ordre de manifestation ? Aucun. La Fédération de Paris du Parti Socialiste, de nombreux militants de la C.F.D.T. ne pourront protester contre cette carence qu'en rejoignant la manifestation du Secours Rouge.

Manifestation importante, imposante même. 10 à 15.000 personnes pendant deux heures de la place Clichy, à la République, puis à la Bastille. La police contrainte de tolérer le cortège et de le suivre à distance. Par centaines des drapeaux rouges, des drapeaux basques. « L'Internationale », « la Jeune garde » alternant avec les cris de « Franco salaud, le peuple aura ta peau », « liberté pour le peuple Basque »...

Nous aurions pu être encore beaucoup plus nombreux. Car il existe un « parti communiste français », et d'après la grandeur des titres de « l'Humanité », on aurait pu croire que ce parti était solidaire des révolutionnaires basques, en danger de mort. Seulement, ce qu'ont pu constater les patriotes basques, les milliers de travailleurs espagnols immigrés, les milliers de travailleurs communistes croisant la manifestation au retour de leur travail, c'est que le P.C.F. lui n'était pas là. Il fêtait son cinquantième anniversaire, il banquetait avec ses vétérans, il se ruait à la Mutualité pour y entendre Georges Marchais et Sacha Distel.

Il est infiniment probable que la peur que les manifestants lient Léninegrad et Burgos, Brejnev et Franco, ait contribué à paralyser le P.C.F. Il se sera une fois de plus trompé car, si le Secours Rouge avait dès l'abord expressément condamné le verdict de mort prononcé contre deux juifs soviétiques et les conditions de ce « procès », il avait affirmé avec netteté qu'il ne cautionnerait aucune exploitation du racisme des dirigeants de Moscou par les sionistes français. Tenants aussi du racisme anti-arabe. Pas un instant la manifestation ne dévia dans ce sens. Mais force est de constater une fois de plus que le parti communiste pour ne pas

rompre — autrement qu'en parole — avec Moscou, abandonne régulièrement la solidarité la plus élémentaire avec le mouvement révolutionnaire international. Ce n'est pas pour nous une découverte : c'est une confirmation.

Franco a reculé. Les militants de l'E.T.A. ont été sauvés. Nous sommes encore faibles et nous avons modestement pris notre petite part à cette victoire. Le parti communiste français lui, n'y est pour rien. □

Toulouse à l'heure de Burgos

A l'annonce du verdict, les six condamnations à mort, le lundi 28 décembre, une manifestation est organisée par le comité toulousain pour l'Espagne (où se retrouve surtout la gauche traditionnelle). Malgré le froid et les fêtes de fin d'année, 2.000 Toulousains étaient présents, dont 500 derrière les banderoles du « Secours rouge ».

Cette mobilisation montrait qu'il était possible de dépasser le stade du défilé promenade et le « Secours rouge » refusa la dispersion (préconisée par le P.C.F. et la C.G.T.) pour entraîner les manifestants vers le consulat d'Espagne. Le lendemain, en accord avec le P.S.U. et la Ligue communiste, le « Secours rouge » fit recouvrir le train Paris-Irun d'inscriptions anti-franquistes et de slogans demandant la libération des militants basques emprisonnés. Cette action fut

par ailleurs prolongée par des distributions de tracts dans les entreprises et par des inscriptions sur les autobus de la ville.

Devant ces succès, le comité Espagne, sur la demande du P.S.U., se décida à organiser une manifestation le mercredi suivant avec pour objectif le consulat d'Espagne. On apprit au début de celle-ci les mesures de grâce et cela suffit au P.C.F. et à la C.G.T. pour revenir sur l'accord et appeler à la dispersion. Encore une fois le « Secours rouge » appela à poursuivre, appuyé par plus de la moitié des manifestants (dont de nombreux Espagnols). C'est seulement après des prises de parole aux abords du consulat que la manifestation prit fin.

La preuve est ainsi faite que l'action paie. □

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Numéros disponibles :

- N° 8-9 - Histoire du P.S.U.
- N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.
- N° 14-15 - Histoire des groupes trotskystes.
- N° 16 - Les travailleurs immigrés.
- N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.

Le numéro simple 1 F

Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Les travailleurs africains prennent la parole

Marion Barthélemy

Il faut un certain courage, lorsqu'on est un travailleur immigré en France, pour s'organiser, lutter, faire entendre sa voix. Depuis plusieurs années, en dépit des pressions et des manœuvres des autorités tant françaises que sénégalaises, l'Union générale des travailleurs sénégalais en France se bat pour la défense des droits des Africains, pour leur formation professionnelle et l'amélioration de leurs conditions d'existence.

Aujourd'hui, dans un ouvrage collectif paru chez Maspéro (1), l'U.G.T.S.F. dresse un premier bilan de son action, des affrontements vécus, des victoires obtenues et rappelle les principales revendications des immigrés.

Il s'agit en premier lieu d'assurer à ceux-ci la protection de leurs droits sociaux qui subissent de graves atteintes. En effet, des conditions presque impossibles à remplir les empêchent d'être électeurs au comité d'entreprise et à plus forte raison éligibles ; ils sont ainsi tenus à l'écart de l'action syndicale et leur défense est mal assurée. Ils vivent sous la menace constante d'une mesure d'expulsion, laquelle dé-

pend de l'appréciation souveraine du ministre de l'Intérieur ; près de 700 étrangers ont ainsi été expulsés de France depuis Mai 68 pour avoir participé au mouvement de grève. En ce qui concerne la Sécurité sociale, l'immigré cotise à plein tarif, mais là encore, des conditions restrictives (par exemple, présence en France des enfants pour les allocations familiales), font qu'il ne touche jamais toutes les prestations auxquelles il a droit ; ceci est particulièrement fréquent en matière de retraite et d'accidents du travail. La différence entre ces sommes va à un organisme officiel, le F.A.S. (Fonds d'action sociale) dont on attend encore des réalisations significatives ; bien entendu les intéressés ne participent pas à la gestion de ce fonds.

Le deuxième point important concerne la santé. Le taux de morbidité des travailleurs africains est très élevé, en raison des difficultés d'adaptation, des privations, des conditions déplorablement de logement. Une réglementation inadéquate s'exerce à leur encontre au lieu de les protéger ; une visite médicale à l'O.N.I. (Office national de l'immigration) est obligatoire, mais les critères officiels

frisent parfois l'absurde ; c'est ainsi que la bilharziose, qui atteint 45 % des Sénégalais mais qui peut se soigner en 8 jours, est une cause de déclaration d'inaptitude ! Aussi la crainte de perdre leur travail pousse-t-elle souvent les immigrés à négliger ou à cacher des symptômes, à fuir le dépistage ou à refuser l'hospitalisation.

Le mouvement exemplaire d'Ivry

Les travailleurs immigrés réclament un véritable statut des étrangers, un contrôle juridictionnel des expulsions, seule garantie contre l'arbitraire, ainsi que l'égalité des droits syndicaux et sociaux ; ils demandent la ratification par la France de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, adoptée par les Nations unies le 21 décembre 1965, et une législation antiraciste, actuellement inexistante ; ils demandent également un véritable contrôle de l'émigration avec des visites médicales organisées dès le pays de départ. Certes, il est très difficile aux Africains de se défendre et d'agir. En tant qu'étrangers, ils ne peuvent fonder ni diriger des associations ou syndicats ayant la pleine capacité juridique, et ne peuvent donc se grouper efficacement. De plus, le sentiment de leur isolement et la gravité des risques courus les font souvent se tenir à l'écart de toute action revendicative. Action revendicative qui, pourtant, s'avère payante lorsqu'ils y ont recours... Le mouvement d'Ivry est, à cet égard, tout à fait exemplaire. 550 travailleurs

y vivent dans un soi-disant foyer, usine désaffectée qui comporte en tout et pour tout quatre points d'eau, pas d'aération et est infestée de vermine. Chacun dispose de 2 m² et les épidémies y sont fréquentes. Cela n'empêche pas le gérant d'empocher tous les mois 28.000 F de loyers : le taudis est plus rentable qu'un immeuble sur les Champs-Élysées ! En mai 1970, les 550 travailleurs déclenchent la grève des loyers. Ils occupent le bureau du propriétaire et tiendront bon pendant de longs mois en dépit des multiples pressions exercées sur eux et des conditions de vie de plus en plus précaires. Si cette action n'a pas entraîné un changement radical de leur existence, du moins a-t-elle permis d'obtenir certaines améliorations, d'alerter l'opinion publique et de mettre les autorités devant leurs responsabilités.

Quelques actions

L'Union Générale des travailleurs sénégalais en France (U.G.T.S.F.), seule association réellement représentative et active des travailleurs africains, lutte avec courage, depuis de longues années, pour l'amélioration des conditions matérielles et sociales et la formation professionnelle des travailleurs africains. Avec des moyens réduits, puisqu'étant une association étrangère, elle ne peut obtenir de subventions ; celles-ci vont à une ribambelle d'associations parasites qui se sont créées tout exprès pour profiter de la manne du F.A.S., et qui se moquent éperdument des travailleurs immigrés... Toutefois, avec l'aide de camarades français, des expériences

de cogestion ont été réussies, par exemple entre l'U.G.T.S.F. et l'A.F.A.R.E.N.O.R. dans une grande ville du Nord ; la nomination de directeurs africains, les questions culturelles et sociales sont décidées par l'U.G.T.S.F. et la gestion est assurée par l'A.F.A.R.E.N.O.R. Par ailleurs, l'U.G.T.S.F. consacre un effort important à l'alphabétisation et à la formation professionnelle, afin que le travailleur acquière la possibilité d'assurer son avenir et celui de sa famille, pour qu'il soit utile à son pays et participe efficacement au développement de celui-ci quand il rentrera chez lui. Depuis 1965 elle a mis sur pied, avec l'aide de la Fédération Léo-Lagrange, des stages agricoles dans le Tarn-et-Garonne ; cette formation doit concerner des cultures et des méthodes pouvant être pratiquées dans les régions d'origine des travailleurs et des techniques correspondant au stade de développement actuel de ces régions. Par ailleurs, l'U.G.T.S.F. encourage l'ouverture de comptes bloqués, permettant ainsi des économies qui seront fort utiles au travailleur lorsque, revenu chez lui, il devra exercer un métier.

Compte rendu de l'action concrète de l'U.G.T.S.F., le « Livre des travailleurs africains en France » est aussi une réflexion sur l'immigration, le système capitaliste et le sous-développement ; il contribue à faire comprendre quelques-uns des plus graves problèmes qui se posent à la France industrielle depuis la décolonisation.

(1) - Le livre des Travailleurs Africains en France - U.G.T.S.F. Coll. Cahiers libres

Éditions du P.S.U.

PACTE ATLANTIQUE
ET
IMPERIALISME

L'exemplaire : 1,50 F
Par 10 exemplaires minimum : 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi -
PARIS 15^e - C.C.P. 58 26 65 Paris

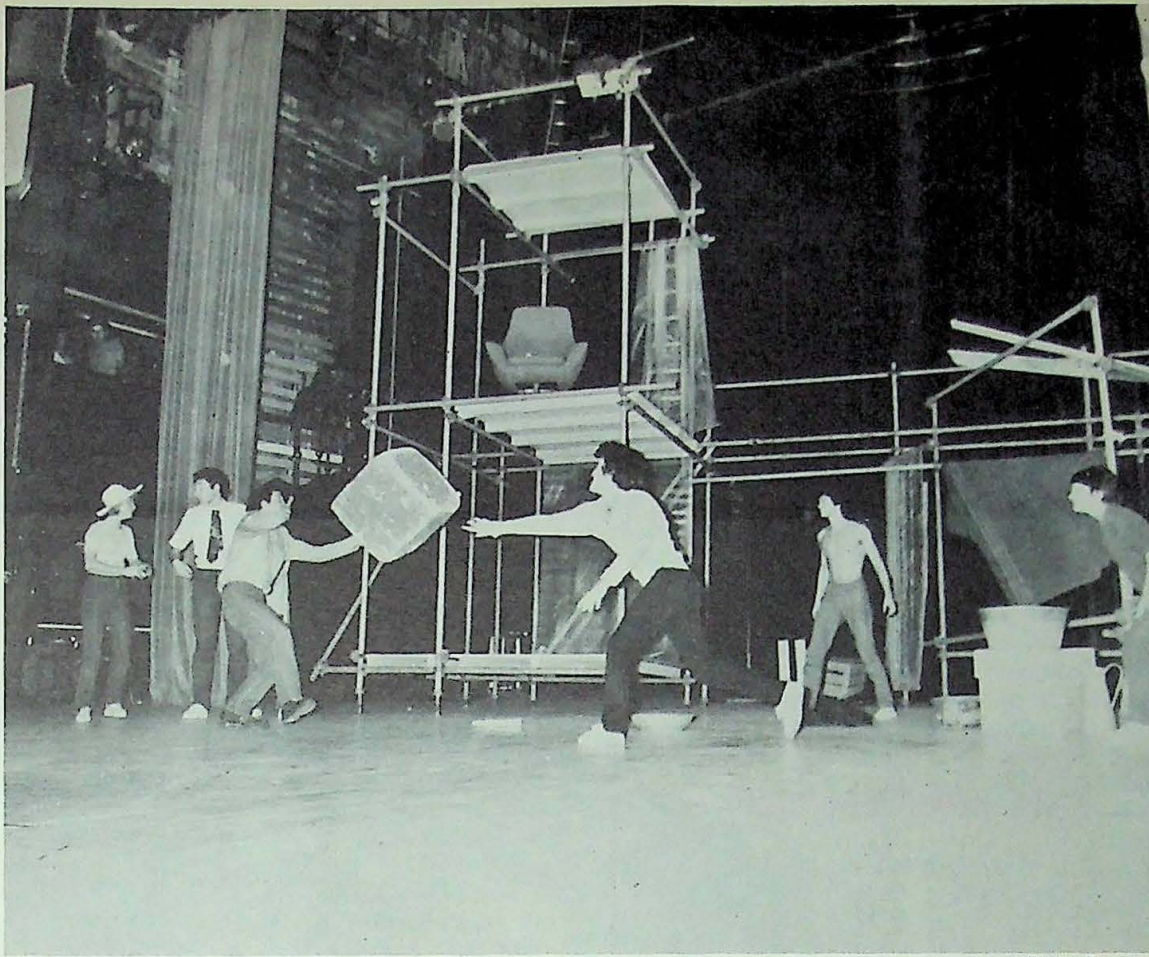
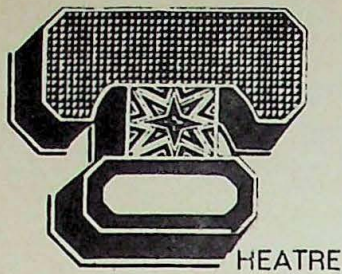


Photo Touma.

Théâtre et vie quotidienne

Un immeuble de standing ; à côté, un bidonville. Les autorités veulent expulser les habitants du bidonville ; les habitants de l'immeuble prennent parti. Les occupants du bidonville résistent aux pressions et occupent le bel immeuble. Cette histoire se passe sur la scène du Théâtre de l'Atelier, mais pourrait bien avoir lieu chez vous, dans votre quartier. Le Théâtre de la Clairière joue son spectacle « Chez moi, dans mon quartier », les 13, 14, 27 et 28 janvier à 14 h 30, au Théâtre de l'Atelier, place Charles-Dullin, Paris (XVIII^e) (*).

D'autres scènes de la vie quotidienne sont proposées dans ce spectacle. Les animateurs font appel à l'imagination des jeunes spectateurs. A chaque représentation, des histoires racontées par les enfants sont ensuite retenues et interprétées par les comédiens, en jeu improvisé.

Initiation au théâtre, car Miguel Demuynck conseille aux jeunes de jouer le jeu, entre eux, dans leur quartier, leur école.

Initiation à la vie aussi, car cette forme de théâtre ouvert leur permet de prendre cons-

science de la vie quotidienne et de ses problèmes.

Notons que ces représentations sont organisées par la Fédération des œuvres laïques de Paris en vue de la création d'un Théâtre permanent pour l'enfance et la jeunesse de Paris.

Ces représentations pourront se poursuivre à l'Atelier, en fonction des engagements antérieurs pris en province par le Théâtre de la Clairière.

(*) Location et renseignements : 12, rue de la Victoire, Paris (9^e). TRU. 33-47 - LAM. 12-30.
Prix des places pour les groupes : 5 F. Représentations les 13, 14, 27 et 28 janvier.

Coordination culturelle

La Coordination Culturelle communique qu'une rencontre des animateurs professionnels du secteur socio-éducatif (M.J.C., Ligue de l'enseignement, Léo-Lagrange, P.E.C...) aura lieu à Paris, les dimanche 24 et lundi 25 janvier 1971.

Son objectif est de contribuer à la coordination de l'activité de militants particulièrement isolés dans un secteur important du point de vue idéologique et de permettre leur intégration dans les luttes d'ensemble du parti.

Pour participer à cette rencontre, écrire à la Coordination Culturelle, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e.

Centre des luttes lycéennes

En vue de la préparation d'une réunion ou d'un stage pour les vacances de février des réunions régionales préparatoires vont se tenir avec tous les lycéens et les professeurs travaillant avec le C.L.L.

A Paris une assemblée générale aura lieu le jeudi 14 janvier à 14 heures, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e (métro : Commerce, Cambronne).

L'ordre du jour, assez vaste, permettra de débattre certains problèmes dont nous pourrions parler plus longuement en février. Il comprend :

- 1) Les limites de l'action révolutionnaire dans les lycées :
 - a - Motifs des luttes - moyens d'action.
 - b - Dépendance vis-à-vis des luttes ouvrières.

- Liaison classique-technique (un lycée sur quatre est technique sans compter les collèges).

d - Position face à l'U.N.-C.A.L., l'A.J.S. et autres organisations ne collaborant pas avec le C.L.L.

e - Liaison avec les autres luttes sociales.

2) Préparation de la réunion nationale de février (stage ou A.G.).

● A voir

● 1789 par le Théâtre du Soleil.

Un très grand spectacle qui montre comment le peuple français après avoir imposé la révolution par l'émeute s'aperçoit qu'il n'a fait que changer de maîtres. Après la tyrannie des privilégiés celle des propriétaires, du parti de l'ordre.

Un spectacle dont nous reparlerons.

La Cartoucherie de Vincennes (av. de la Pyramide) à partir du métro : Château de Vincennes et de l'arrêt-autobus : Faculté de Vincennes, service spécial et gratuit d'autobus aller et retour. Renseignements : 808-87-63. Mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, Matinée samedi et dimanche à 17 h. Places : prix unique 15 F. Parking assuré. A partir du 10 la salle sera chauffée.

● Les évasions de Monsieur Voisin, par la troupe de l'Aquarium.

Une tentative pour exprimer scéniquement le processus de la fascination tel qu'on peut l'observer dans la France actuelle. M. Voisin, un honnête Français moyen, a tellement peur d'être réellement l'homme libre qu'il prétend être qu'il s'enferme dans des prisons de plus en plus étroites. Quand les murs autour de lui s'effondrent, il supplie la police (son recours suprême) de lui en construire d'autres.

De pièce en pièce — la dernière était la République des honnêtes gens adaptée de Flaubert (cf. T.S. Mai 69) — l'Aquarium s'affirme comme une petite unité de création capable de faire lire le monde actuel à partir d'histoires simples et de comportements sociaux « ordinaires ». Hier troupe universitaire, l'Aquarium est en train de se professionnaliser. La troupe a pour elle, en plus d'une communauté de vue politique et d'une cohérence certaine dans l'analyse critique, le sens du travail en commun (écriture collective et travail sur le plateau liés ensemble). Il ne lui manque qu'un lieu de répétitions et de jeu où faire œuvre durable.

Jusqu'au 24 janvier 1971, au Théâtre des Ambassadeurs, 1, av. Gabriel, Paris-8^e. Le samedi à 15 h. Le dimanche à 15 h et 21 h 30.

Editions du P.S.U.

LE CONTROLE OUVRIER

Prix pour 10 exemplaires : 10 F

En vente : Librairie - T.S. -, 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)

C.C.P. 58-26-65 PARIS

Décembre polonais

Gilbert Chantaire

On tire sur la classe ouvrière : vingt morts reconnus du côté des manifestants : cela s'est passé dans un pays socialiste. Une émeute qui gagne les trois plus grands ports de la Baltique, s'étend à la région, connue dans la capitale elle-même malgré un black-out total. Les milices d'un gouvernement « ouvrier » reçoivent l'ordre de tirer sur les travailleurs. Il est inutile de tenter d'oublier une telle réalité, nous devons au contraire approfondir et tenter l'analyse d'une situation aussi grave.

Politisation des masses

La violence des réactions populaires dans les pays de l'Est (Berlin 1953, Poznan 1956 et d'innombrables en U.R.S.S. même et dans les autres pays du bloc socialiste) a toujours de quoi surprendre. Cette violence pourtant s'explique par le fait qu'il n'existe aucune structure permettant de canaliser les revendications ouvrières : le droit de grève n'est pas reconnu. Les syndicats ne sont qu'une courroie de transmission du parti, courroie de transmission qui ne représente que les intérêts de la « nouvelle classe » (bureaucratie). On note curieusement d'ailleurs que les syndicats sont couramment appelés « autorités syndicales » et que la presse officielle les dissocie des « représentants des travailleurs » !

Il est surprenant de noter encore qu'un tel mécontentement qui bouillonnait à la base ait été ignoré par certains membres des instances suprêmes du Parti ouvrier Polonais. Ce dernier fait preuve, une fois de plus, de l'énorme distance qui sépare les membres du parti des travailleurs dont ils prétendent représenter les intérêts. Que certains l'aient su, d'autres ignore, prouve seulement à quel point la lutte est intense au sein d'une bureaucratie qui tourne sur elle-même et dont l'unique finalité est la perpétuation de son existence. Le parti exerce sa dictature sur le prolétariat et condamne les citoyens à l'apathie, les prive de moyens d'expression, leur assène une propagande grossière à l'égard de laquelle ils sont devenus totalement imperméables. Seules quelques périodes privilégiées ont vu les masses remobilisées, repolitisées : retour au pouvoir de Gomulka en 1956, printemps de Prague en 1968. Période marquée par des

dizaines de milliers d'adhésions au parti. Les Polonais comme les Tchécoslovaques de la « normalisation », ont perdu toute illusion. Une brutale hausse des prix de 30 % frappant principalement les milieux défavorisés a donc provoqué cette révolte du désespoir de la part de travailleurs dupés et largement dépolitisés.

Un précédent historique

Les événements de décembre représentent un fait totalement nouveau dans le bloc socialiste. On a vu qu'il ne s'agissait pas de la première révolte populaire de ce type. Ce n'est pas la première fois non plus que le chef du parti est « limogé », mais c'est la première fois qu'il y a conjonction des deux. En effet pour la première fois, une révolte conduit directement au remplacement d'une partie de l'équipe dirigeante et de son leader. L'homme qui représentait en 1956 l'espoir d'un peuple épris de nationalisme (Gomulka victime des purges staliniennes), l'espoir aussi des intellectuels qu'il a encouragés pour les abandonner très vite, en pratiquant la même politique que ses devanciers et enfin l'espoir mis par de nombreux travailleurs dans les tentatives de mise en place de conseils ouvriers, ébauche d'une véritable démocratie et d'une gestion ouvrière. Cet homme porté au pouvoir dans l'enthousiasme, a été rejeté dans l'indifférence quatorze ans plus tard. Désormais, les travailleurs, tant en Pologne que dans les pays voisins, ont pris conscience de leur force et rien ne sera plus tout à fait comme avant.

Le rôle de l'Église

Parler de la Pologne sans faire mention de la puissance de l'Église catholique n'est pas possible. Pendant toute la durée des émeutes et lors du retour au calme, l'Église polonaise est restée prudemment à l'écart, totalement muette. Cet énorme service rendu à la classe dirigeante n'allait pas tarder à se payer. C'est ainsi que la hiérarchie catholique a débuté l'année 1971 tambour battant en lançant un vibrant appel à la liberté du Culte et aux libertés élémentaires, appel qui ne restera pas sans écho. Là encore, malheureusement, rien encore de bien nouveau ni de très positif pour la classe ouvrière. De chaque côté on va essayer d'apaiser le mécontentement populaire en pratiquant, au détail près, la même politique que précédemment. A noter encore que l'Église est traversée par des courants qui ne sont pas sans rappeler ceux qui traversent le parti. A côté d'une minorité de progressistes, on trouve les partisans du groupe Pax et Piasecki, l'ancien écrivain fasciste, groupe qui s'accommode mieux du régime que les progressistes.

Bureaucratie et technocratie

Partons des positions déterminées après le dernier congrès du Pop (1) en 1968. Les « partisans », vaste ramassis de nationalistes, pas forcément communistes, groupés autour du général Moczar constituaient l'épouvantail. Ils étaient les champions du nationalisme, bien sûr, mais un nationalisme étroit, un antisémitisme virulent,

un blocage du système, une lutte incessante contre les intellectuels et les libéraux. On a partout proclamé que leur ascension avait été freinée. En effet, les « fauteuils » offerts étaient peu nombreux et de bien piètre importance. Pourtant l'équipe au pouvoir reprendra à son compte et assumera nombre de leur thèmes. C'est ainsi que Gomulka lui-même, dont la femme est d'origine juive, mènera la lutte contre un prétendu sionisme qui ne pouvait avoir aucune force étant donné le nombre de Polonais d'origine juive résidant encore en Pologne (23.000, soit moins de 0,1 % de la population). Précisons encore que ceux qui étaient restés en Pologne avaient pour la plupart choisi le communisme contre le départ en Israël. Une autre force marquait son ascension en face de ce qui devenait la vieille garde gomulviste. C'étaient les jeunes loups du parti conduits par Gierek et Kociolek. Ceux-ci, pour l'essentiel, sont des hommes neufs, étrangers aux vieilles querelles du parti, de la résistance et de l'installation du régime. Avant tout, gestionnaires et très peu politiques, (comment pourraient-ils l'être formés à pareille école ?) ils désirent rationaliser l'économie. Il est évident que ces hommes qui, avec l'appui des partisans de Moczar, se sont emparés du pouvoir, n'y parviendront pas facilement. Leur alliance avec les partisans contient tous les germes des prochains affrontements. D'autre part, ces deux groupes momentanément unis vont se heurter très vite à la crise économique persistante et au mécontentement populaire présentement étouffé qui se manifesterait tôt ou tard. Il est important de souligner que ces « crises économiques » ne peuvent se résoudre économiquement comme le croient ceux qui mettent leurs espoirs en Gierek. Le problème est essentiellement politique et ce ne sont pas les technocrates qui le résoudront non plus. Ces technocrates qui vont encore plus loin que les gestionnaires dans la voie de la rationalisation ne visent en fait, eux aussi, qu'à se constituer en classe apte à supplanter ce qu'on appelle la « nouvelle classe » des bureaucrates staliniens gestionnaires ou partisans. Ils visent à une transformation du système conformément à leurs intérêts et à leurs idées. Ils se prétendent seuls aptes à gérer une société socialiste moderne, mais contre les travailleurs. □

Communiqué du Bureau National du P.S.U.

Pour défendre ses propres intérêts, la classe dirigeante d'U.R.S.S. comme celle de Pologne, qui ose se réclamer du léninisme, utilise les moyens de répression les plus classiques.

— Elle fait donner l'armée et la police contre le peuple de Pologne.

— Elle fait fonctionner son appareil judiciaire à huis clos, excluant totalement la population soviétique de toute déci-

sion et condamne scandaleusement les accusés de Léninegrad.

Les Etats d'U.R.S.S. et de Pologne, pour masquer leurs difficultés, en reviennent au chauvinisme et à l'antisémitisme.

Le P.S.U. exprime à cette occasion sa solidarité avec les masses ouvrières soviétiques et polonaises dans leur combat pour le socialisme.

(Le 28 décembre 1970.)